

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 12 MAI 1977
N° 447 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942
**

En page 12,
la suite de notre enquête,
«Le temps qu'on nous vole»

Ardèche :
plus un seul train
de voyageurs

LES COMPTES DU PROGRAMME COMMUN
VUS PAR LE PCF

LES TRAVAILLEURS N'Y TROUVENT PAS LEUR COMPTE

La publication avant-hier, par «L'Humanité» des «comptes du programme commun», l'expression est du PCF, s'inscrit dans une double perspective. Offrir aux travailleurs la vision d'un projet cohérent satisfaisant leurs intérêts essentiels ; contraindre à la veille du débat Barre-Mitterrand qui doit se dérouler ce soir à la télévision, le chef de file de la social-démocratie à débattre publiquement des propositions du PCF ; c'en est l'aspect principal.

Sur le premier point, les travailleurs auront du mal à y trouver leur compte ! L'alignement de colonnes de chiffres, où recettes et dépenses s'équilibrent miraculeusement, n'est qu'un artifice puisqu'on ignore le détail des grandes masses qui figurent sans aucun justificatif dans ces colonnes. Prétendant faire le point sur la situation en 1980, le document publié par «L'Humanité», pourtant peu avare de chiffres, tait à la fois le rythme de l'inflation, à la fois le niveau du chômage à cette période : deux questions qui pourtant intéresseraient au plus haut point les travailleurs ! Tout au plus apprend-on qu'en 1980, les travailleurs auront vu leur pouvoir d'achat revalorisé de 10% ; quand on refuse de chiffrer l'inflation, les promesses n'engagent à rien, mais malgré cela, ce chiffre est pourtant intéressant puisqu'en supposant même qu'il n'y ait aucune inflation, ces 10% ne suffiraient même pas à résorber l'érosion du pouvoir d'achat subie ces toutes dernières années avec la crise et les plans d'austérité de Giscard-Chirac-Barre.

Ces «comptes du programme commun» appelleront une réponse détaillée, qu'il ne s'agit pas de faire ici. Par contre la logique même de ces comptes, n'a rien de neuf : c'est la logique de la solution de la crise par «la relance de la consommation», thème cent fois ressassé par les maîtres à penser du PCF. Comme dans un vrai compte de Noël, on y apprend que la hausse des salaires va d'un seul coup de baguette magique dénouer la crise : la hausse des salaires va relancer la consommation, ce qui va donc relancer la production de ces biens de consommation, ce qui va créer des emplois nouveaux ! C'est si simple qu'on peut demander à juste titre, pourquoi les capitalistes plutôt que de s'enliser dans leurs crises n'y ont pas recouru plus tôt.

Bien séduisante au premier abord, cette thèse ne résiste pas à l'examen. La logique du PCF ne remet nullement en cause, ni l'insertion de notre pays dans le marché commun, ni plus largement son insertion dans l'ensemble du marché impérialiste. Or curieusement dans les chiffres du PCF, on ignore ce que deviennent les 20% de la production industrielle qui sont actuellement exportés, on ignore le déficit de la balance du commerce extérieur, on ignore les importations qui alimentent aujourd'hui la production française. La question n'est pourtant pas secondaire puisqu'elle conditionne tout à la fois, le rythme d'inflation et la productivité exigée dans les entreprises exportatrices ! Or pour le PCF, il n'est pas question de renoncer à la conquête large des marchés à l'extérieur, de renoncer d'y imposer les produits français : l'apologie de l'entreprise nationalisée Renault, chère aux dirigeants du PCF, n'est pas étrangère à la place conquis par ce trust, (au prix de l'exploitation forcée de 100 000 travailleurs dans notre pays) sur le marché international, puisque ce trust exporte près de la moitié de sa production ! Maintenir, développer les exportations, comme le revendique le PCF, on sait à quel prix cela s'obtient : des prix compétitifs sur les marchés étrangers, exigent en France une restructuration accélérée, une productivité en flèche, et cela ne s'obtient que par une exploitation accrue des travailleurs.

(LA SUITE DE L'ÉDITORIAL EN P. 3)



MITTERRAND - Georges MARCHAIS

Avertissement du PCF à Mitterrand à la veille du face à face télévisé de ce dernier avec Barre ! C'est le sens de la publication hâtive des nouveaux «comptes du programme commun».

LE BELLER, AU CONGRES PTT-CFDT :

«Préparons-nous
à défendre
le gouvernement
de gauche»

(LIRE NOTRE ARTICLE P. 5)

A nos lecteurs

Ce vendredi, le Quotidien du Peuple passera de 1,50 F à 1,70 F. Les raisons, chacun les connaît, ou les devine : depuis plus de dix-huit mois, les hausses de prix n'ont pas cessé de se succéder ; elles se sont accélérées depuis le déblocage des prix du 1^{er} janvier.

Par exemple, depuis cette seule date, c'est une hausse de 13% que nous subissons sur le coût du papier, de 11% sur les photos d'agence, pour ne parler que de ces éléments de base de la fabrication du journal. C'est cette hausse-là, celle des matériaux qui constituent le journal que nous

sommes obligés de suivre pour maintenir notre budget actuel en équilibre. Nous savons bien ce que cela va demander à chacun d'entre vous comme efforts supplémentaires, c'est pourquoi depuis 20 mois que le Quotidien du Peuple paraît nous avons maintenu stable le prix du journal. Aujourd'hui il serait malsain financièrement de mettre en péril l'équilibre du journal en ne corrigeant pas légèrement son prix. C'est pourquoi nous demandons cet effort à tous nos lecteurs, en même temps que nous leur demandons de faire connaître largement leur journal autour d'eux.

HABY PERSISTE :

«S'il le faut,
je supprimerai
l'histoire,
la philosophie
et l'économie»

A une journaliste qui lui demandait : «Croyez-vous vraiment que l'on peut enseigner des matières comme l'histoire, la philosophie ou l'économie en faisant abstraction des idéologies qui peuvent sous-tendre telle ou telle démonstration ?» Haby a répondu froidement : «Si ce n'est pas possible, il faut les supprimer de l'enseignement». Dans sa campagne contre la «politisation» de l'enseignement, l'ancien professeur... d'histoire ne craint pas le ridicule. Ses services font de leur côté état avec beaucoup de gravité de plaintes formulées par des parents contre les enseignants politisés : ainsi cette dame à qui son fils de 8 ans aurait demandé, de retour de l'école... à être naturalisé chinois !

Mais derrière ces aspects grotesques, se profilent des intentions plus dangereuses.

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 6)

Après la rencontre
Carter-Assad

BEAUCOUP DE BRUIT,
PEU DE CHANGEMENTS

(EN PAGE 7)

ESPAGNE

- Les paysans en lutte attaqués par la police de Suarez
- Nouvelle campagne en faveur de l'amnistie au Pays Basque

(EN PAGE 8)

LE PCF CEDE
AU PS SUR LA
FORCE DE FRAPPE

L'affrontement portera
sur les nationalisations

(LIRE NOTRE ARTICLE EN PAGE 3)

DOSSIER

13^e CONGRÈS «FORCE OUVRIÈRE» (VICHY)

«La période à venir sera très difficile pour l'organisation»

(A. BERGERON, 1-3-77)

Le 13^e Congrès FO se déroule (jusqu'au 13 mai) à Vichy ; Bergeron y a accepté — sous la pression des syndicats de Fonctionnaires — le mot d'ordre de grève générale interprofessionnelle (de 24 heures) pour le 24 mai. Mais si c'est l'indice de problèmes accrus au sein de la «CGT-FO», c'est encore loin d'annoncer des bouleversements décisifs ! Le rapport Bergeron est là pour prouver la pérennité du «syndicalisme» d'intégration et de collaboration contractuelle, pour rappeler aussi les attaches de Force «Ouvrière» avec la réaction internationale... Du reste, le CNPF s'y serait-il trompé en appelant ses adhérents du patronat métallurgique et minier à «aider FO à surmonter ses difficultés, aggravées par le ralentissement de la politique contractuelle» ?

Le rapport au 13^e Congrès de la centrale FO (qu'elle voudrait «le 45^e du syndicalisme français», tentant ainsi d'usurper l'histoire du mouvement ouvrier tout entier) est d'abord une auto-satisfaction (laborieuse, il faut le dire)... Les paragraphes qu'on attendait consacrés à la «situation sociale, économique et politique» (pour éclairer la pratique de la Centrale «syndicale» et tenter au moins de justifier les décisions prises) le sont, en fait, à «l'action de la confédération» ! D'analyse, il n'y en a guère ; de perspectives, il n'y en a pas... si ce n'est le maintien crispé, de la «spécificité FO», la réaffirmation (aussi tonitruante au Congrès que peut crédible dans la vie) que «la politique contractuelle n'est pas morte». Dans son discours de présentation des travaux, Bergeron s'est évertué à rappeler ses options prétendument «apolitiques» : «Nous, FO, qui entendons rester FO, nous refusons de recevoir des consignes venant de l'extérieur, et en particulier des partis politiques quels qu'ils soient».

Mais tout le rapport au Congrès est le fruit d'une politique cohérente, déterminée par le souci de «s'adapter» à la crise, à une «conjoncture préoccupante» (au sens où la bourgeoisie est préoccupée aujourd'hui de défendre ses profits, tant sur les marchés internationaux que face aux aspirations des travailleurs)... La partie la plus contestatrice, (si l'on peut dire) est consacrée aux difficultés nouvellement créées à la politique contractuelle par le Plan Barre qui, reconnaît Bergeron, «a largement mis en cause la liberté de négociations des salaires et des conditions générales de travail». C'est bien là la seule base des 340 pages de rapport sur laquelle appuyer un quelconque appel à l'action. C'est d'ailleurs à partir de là (pour sauver les «contrats de progrès» en déroute) que s'est trouvé justifié en Congrès l'ultime et périlleux ralliement de Bergeron au mot d'ordre de grève et d'unité d'action avec CGT-CFDT et FEN lancé par Giauque et le cartel

UNE POLITIQUE DE COLLABORATION SYSTÉMATIQUE

Le besogneux rapport au congrès de Vichy s'étale sur la «politique de la présence» dans tous les organismes «paritaires» mis en place par la bourgeoisie : Conseil Economique et Social (que préside G. Ventejol, candidat FO, élu également avec les voix du CNPF à ce poste), les Conseils Régionaux, commissions diverses (du Plan, de la Réforme de l'Entreprise, etc.). Se penchant sur l'inflation, le rapporteur regrette «dans l'inextricable complexité de la spirale inflationniste de ne pas pouvoir apporter de potion miraculeuse», si ce n'est la «lutte contre l'évasion monétaire, la fraude fiscale et pour la défense des consommateurs» de son organisme croupion «FO-Consommateurs» (qui se caractérise essentiellement par la participation à toutes les Commissions des Prix et de la Consommation gouvernementales)...

Quant à l'action sociale de la confédération, elle

mobilité de main d'œuvre et par conséquent renforcer les actions de placement et de «formation»... Et en matière de conditions de travail, FO (qui considère la Commission Giraudet — du nom du directeur d'Air France — sur la «revalorisation du travail manuel», comme produisant un travail «substantiel, honnête et utile») s'inscrit dans la démarche des ERACT (de l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail) que combattent les travailleurs de la Thomson et de la CGE !

Le reste du rapport s'attarde complaisamment sur les fonctions gestionnaires accomplies par FO dans les caisses de Sécurité Sociale ou de retraite, fait état aussi des regrets de cette Centrale dite «syndicale» de ne pas jouer un rôle encore plus grand que «mériterait» sans doute son dévouement évident pour les intérêts patronaux !

UNE INTERNATIONALE «SYNDICALE» AU SERVICE DU CAPITAL !

La partie internationale du rapport croule sous les témoignages de copinage et coquillage avec toutes les organisations à prétentions «syndicales» qui servent de par le monde les intérêts bien compris de l'impérialisme, et surtout de la super-puissance US. Récemment encore, le Comité Confédéral National de Force «Ouvrière» se déroulait en présence de l'attaché social de l'ambassade des USA en France, «honorable correspondant» de la CIA que les congressistes CFDT chassèrent de leur congrès à Annecy en 76. Les délégations présentes au congrès de Vichy comme les élogieux passages du rapport consacrés à leur «action» sont des faits significatifs des liens de FO : avec la Histadrout («syndicat» fasciste, sioniste), avec le DGB allemand des «interdictions professionnelles», avec des forces «syndicales» liées aux Phalanges libanaises et les organisations fantoches de la CIA qui opèrent sous étiquettes de «syndicats libres» en Amérique Latine, avec la bienveillance des «dictatures-gorilles»... Quant au Sud-Est asiatique le rapport y consacre des paragraphes attristés, reprenant tous les hideux mensonges de la bourgeoisie sur les «exterminations» au Cambodge et au Vietnam réunifié. Pour Bergeron, «la défaite du Sud-Vietnam, du Laos et du Cambodge a permis au communisme

d'occuper de nouvelles et solides positions stratégiques dans le Sud-Est asiatique» et il le regrette amèrement !

• Ainsi voit-on au fil de ce rapport de Congrès se dessiner les traits caractéristiques d'un syndicalisme jaune, de collaboration nationale et internationale avec la réaction. Cela ne semble d'ailleurs guère gêner une certaine «opposition de sa majesté» que constituent dans F.O. diverses sectes trotskystes (présents dans F.O. des Banques comme Melle Laguiller ou F.O.-Sécurité sociale comme

M. Lambert de l'OCI-AJS) ou des courants anarchisants... Mais il en est tout autrement aux yeux de la masse des travailleurs, de ceux qui ont lutté (à la SNIAS comme dans le Livre) contre les briseurs de grève de F.O. et leur manière de «défendre la liberté», aux côtés des flics et des milices patronales.

Aussi, n'y a-t-il rien d'étonnant à voir Bergeron s'écrier au Congrès : «Nous avons traversé ensemble des moments difficiles, il faut nous préparer à en traverser d'autres.»

Stéphane RAYNAL



LA «REPRÉSENTATIVITÉ» DE F.O.

Pour être sûr qu'on ne minimisera pas sa Centrale, André Bergeron a pris l'habitude d'arranger lui-même, avec son Bureau Confédéral, son image de marque, à l'aide de statistiques d'implantation qui laisseraient rêveurs les plus crédules ! En 1976, une «enquête» (maison) de FO lui attribuerait la place de seconde Centrale syndicale avec 27,1% d'influence (contre 17,9% à la CFDT) soit une «progression» de 48% en huit ans ! Dans le même temps, la statistique officielle du ministère du Travail (pourtant très complaisant avec FO) n'octroie aux amis de M. Bergeron que 7,7% d'influence chiffrable (en voix aux élections professionnelles de tous ordres, secteurs privés et publics confondus). Quand on sait que, de l'aveu même de la Confédération FO, plus de 60% de ses membres sont dans la Fonction Publique et nationalisée, on voit ce qui peut rester dans la classe ouvrière ! Et ce ne sont pas les transfuges de la CFT qui vont y changer quoi que ce soit, évidemment. Quant à l'implantation géographique, s'étonnera-t-on d'apprendre qu'elle se situe surtout dans le Nord-Pas-de-Calais, la Provence-Côte d'Azur (15,6%), l'Aisne et l'Aquitaine (15,3%) : dans de vieux bastions de l'ancienne SFIO. FO n'existe pratiquement pas dans les régions ouvrières Rhône ou Lorraine. Aussi l'affirmation du rapport au 13^e congrès FO annonçant 950 000 adhérents fait-elle sourire !

Mais ce «coup de théâtre» au rabais ne suffira pas à donner du tonus à ce morne congrès du syndicalisme jaune. Ce ne sera pas non plus suffisant, et de loin !, pour faire basculer FO dans le camp d'un syndicalisme de lutte de classe (qu'elle ignore) ni même à sortir un tant soit peu de l'ornière qu'elle affectionne...

s'avoue aveugle sur le chômage («il semble aujourd'hui que les causes explicatives du chômage doivent être recherchées dans la politique d'industrialisation de notre économie entreprise à partir de 1965») et sourd aux revendications des travailleurs («l'effort doit viser à prévenir en temps voulu les mouvements de

FO et le patronat

(Extrait de la lettre de l'Union Patronale des Industries Minières — UIMM — aux chefs d'entreprise)

Si les chefs d'entreprise veulent retrouver pleinement l'intérêt de valoriser le rôle de FO en tant qu'interlocuteur valable dans l'élaboration de toute politique sociale, ils doivent développer à son égard une action nouvelle.

Cet effort peut éventuellement viser à favoriser l'implantation de FO dans certaines entreprises. A cet égard, le rayonnement de l'expérience de la SNIAS, avec les résultats très positifs qu'en a retirés FO, à une valeur exemplaire.

Il faut toutefois envisager avec précaution l'implantation de FO dans les régions où la CGT et la CFDT sont en situation particulièrement difficile. Un climat de tension crée des conditions plutôt défavorables qui peuvent être lourdes de conséquences.

Afin d'équilibrer les efforts faits dans les secteurs public et nationalisé par l'état-major de FO pour y consolider leurs positions, les chefs d'entreprise doivent apporter leur contribution pour valoriser FO dans le secteur privé, en sachant qu'une telle politique ne porte ses fruits que lentement. Leur action peut revêtir diverses formes :

- aide à la formation des militants,
- apport de moyens financiers,
- considération accrue à l'égard des militants,
- concessions réalistes, le cas échéant, en leur faveur (les préserver notamment de licenciements collectifs),
- soutien sans réserve pour maintenir les positions détenues par FO dans les instances paritaires en préservant le rôle fondamental qu'il joue en tant qu'interlocuteur dans la politique contractuelle. (...)

• Les aléas de la politique contractuelle qui marque actuellement un tournant, notamment en matière de salaires, risquent d'accentuer la position de faiblesse relative dont souffrent les militants de F.O. Ceux-ci ne peuvent en effet, surtout au plan local, se contenter de parler à leurs troupes le langage de la raison : des résultats concrets sont leur indispensable ballon d'oxygène pour «tenir» à ce niveau. Or, la cure d'austérité découlant du plan Barre comporte le risque, en provoquant un vide contractuel de 15 à 18 mois, de rejeter certains militants dans l'opposition.

Les chefs d'entreprise ont donc une responsabilité à assumer vis-à-vis du syndicalisme réformiste ; certes les conditions n'ont jamais été aussi difficiles, mais la nécessité de renforcer le syndicalisme libre n'a jamais été aussi vitale qu'aujourd'hui.

LE PCF CÈDE AU PS SUR LA FORCE DE FRAPPE

L'affrontement portera sur les nationalisations

« Dans les conditions actuelles, l'arme atomique peut être considérée comme un élément d'indépendance politique. Le développement des sous-marins nucléaires lance-engins, armes tous azimuts, est un élément nouveau important. Le problème est celui des missions de la force nucléaire stratégique, plus que celui de son existence matérielle. »

Cette position, exprimée en avril 1976, par Louis Baillot, responsable des questions militaires au Comité Central du PCF, lors d'une réunion de la « Fondation pour les études de défense générale », constituait une nouveauté. Quelques mois durant, on n'en avait plus entendu parler. Et puis, incidemment, lors d'un meeting dans le cadre d'une élection législative partielle, Ellenstein la reprenait publiquement à son compte en novembre dernier. Il renvoyait alors les présents à l'opinion de « son ami Louis Baillot ». Hier, le PCF la reprenait officiellement.

Des années durant, pourtant, le PCF avait attaqué violemment la force de frappe nucléaire mise en construction par de Gaulle. Le programme adopté par le PCF en 71, en prévision de la négociation avec le parti socialiste, exigeait encore : « Un gouvernement démo-

cratique renoncera à la force de frappe nucléaire et aux armements atomiques tactiques. Il arrêtera immédiatement la fabrication et les essais, puis réalisera une série de mesures pour aboutir, dans le plus bref délai possible, à la suppression ou à la reconversion à des fins pacifiques des matériels, des usines et des bases militaires nucléaires. »

La position du parti socialiste, bien que plus prudente, allait à l'époque dans un sens voisin, aussi le programme commun prévoyait donc à son tour : « renonciation à la force de frappe nucléaire, stratégique sous quelque forme que ce soit ; reconversion, selon un échéancier précis, de l'industrie nucléaire militaire en industrie atomique pacifique... ». Cependant, au fur et à mesure que la perspective de parvenir au gouvernement se rapprochait, le parti socialiste de son côté, était conduit à examiner les choses du point de vue de la gestion des intérêts de l'impérialisme français. A quoi bon, dans cette optique, jeter à la ferraille ce qui avait coûté si cher, et qui contribuait à donner à notre bourgeoisie un certain poids sur le plan international ? Charles Heranu, chargé des questions de défense au parti socialiste, en venait rapidement à

défendre le maintien de la force de frappe.

Mais ce n'est que plus tard, alors que les résultats de l'élection présidentielle de 74 avaient précisé la possibilité pour l'union de la gauche de parvenir au pouvoir, que le PCF commençait à amorcer son virage. En novembre 75, Baillot, dans « France Nouvelle », attaquait la politique giscardienne dans ces termes : « Une véritable politique de défense nationale suppose qu'elle ne soit pas uniquement orientée contre un ennemi préalablement désigné, mais adopte une stratégie tous azimuts ». Ainsi, l'armement nucléaire français, autrefois critiqué comme « aussi coûteux qu'inefficace et dangereux pour la sécurité de notre pays », était maintenant attaqué uniquement parce qu'il était dirigé contre l'URSS. Le congrès de la « Fédération des officiers et sous-officiers de réserve républicains », proche du PCF, reprenait en janvier dernier ce concept de défense « tous azimuts » emprunté au gaullisme.

Qu'est-ce qui peut avoir déterminé le changement du PCF sur ce point ? Au fur et à mesure que le parti socialiste, son partenaire, s'apprête à gouverner, il reprend chaque jour plus à son compte l'héritage de la gestion précédente de l'im-

périalisme français. Le PCF allait-il pouvoir l'affronter sur toute la ligne ? Il a préféré une tactique consistant à circonscrire le terrain de l'affrontement : ayant cédé sur l'Europe, lâchant maintenant sur la force de frappe, il s'apprête à se battre pour ses nationalisations. Plus que toute autre chose, celles-ci se trouvent au cœur de son projet capitaliste d'Etat.

Reste à savoir quelle politique internationale entend suivre le PCF : une arme, quelle qu'elle soit, ne vaut que par la manière dont on s'en sert politiquement. Or, sur ce terrain, le parti de Marchais n'a rien abandonné de sa ligne favorable à la prétendue « détente » tant vantée par Moscou. On peut s'attendre, dès qu'il se trouvera au gouvernement avec le PS, à le voir continuer ses pressions en vue de la participation de la France aux conférences sur le désarmement à la faveur desquelles Soviétiques et Américains poursuivent depuis des années leur course aux armements. Même si Brejnev n'est pas très satisfait de la nouvelle position du PCF, il s'en accommodera certainement en échange de la préservation de cette politique, à ses yeux, fondamentale.

Jean LERMET

Les comptes
du programme commun
vus par le PCF

LES TRAVAILLEURS N'Y TROUVENT PAS LEUR COMPTE !

(suite de la une)

C'est ce à quoi s'emploie Barre sans remporter les succès escomptés, c'est ce que se propose de réussir le PCF pour son propre compte. C'est pourquoi toutes les promesses sur les hausses de salaire qui vont relancer la production, ou sur l'emploi qui va être développé, ne sont dans leur fond, que démagogie. Parce qu'elle participe pleinement de la concurrence inter-impérialiste l'économie du programme commun, prolonge et renforce l'exploitation des travailleurs par l'intensification du travail, par les restructurations. Le replatage du capitalisme imaginé par le PCF est bien nettement contradictoire avec les intérêts de la classe ouvrière !



Mais ce qui semble avoir été déterminant dans la démarche du PCF pour publier hâtivement ces chiffres, c'est la rivalité qui l'oppose au PS. C'est mardi prochain que les chefs de file de l'union de la gauche doivent se retrouver pour la première réunion au sommet, de renégociation du programme commun. Le PCF a déjà fait valoir certaines de ses exigences pour cette renégociation : accroissement du nombre des nationalisations, mode d'indemnisation... Le PS, dans la lettre de Mitterrand à Marchais, avait fait ses propositions propres, qui rejetaient implicitement celles du PCF ; mais depuis il s'était abstenu de polémiquer publiquement avec son rival. En publiant à la veille du face à face Barre-Mitterrand, « les comptes du programme commun » le PCF entend à la fois se démarquer des propos que tiendra le responsable du PS, mais aussi le contraindre à s'expliquer publiquement sur ces propositions, puisque Barre ne manquera pas de demander à Mitterrand de se situer exactement dans sa controverse avec le PCF. Le PS s'est gardé jusqu'à présent de tout commentaire sur ce document, laissant à Mitterrand le soin de répondre ce soir.

Sans connaître le détail de cette réponse, et les différentes esquives qu'opposera ce social-démocrate chevronné, aux interrogations de Barre, les péripéties ouvertes par la publication de ce document, mettent une nouvelle fois en lumière les divisions profondes qui traversent la coalition de gauche, qui sur le fond n'est pas plus unie que la coalition de la droite. D'accord pour aller ensemble aux urnes en 1978, les partis de gauche sont visiblement en désaccord sur la manière de résoudre la crise. Pour le PS l'application d'un plan Rocard, variante plus ferme du plan Barre, joint à un nombre minimum de nationalisations, devrait permettre de résoudre la crise. Pour le PCF au contraire, et « des comptes du programme commun » ne font que le confirmer, la constitution d'un fort secteur d'Etat, contrôlant étroitement la masse des investissements est la condition du redressement. D'accord l'un et l'autre pour relever l'intensification du travail, accroître la restructuration, ils divergent sur les moyens de le faire et sur les couches sociales qui en tireront profit.

La divergence n'est pas simplement économique, elle renvoie précisément aux projets de société différents de l'un et l'autre parti. Alors que le PS est prêt à gérer loyalement les intérêts de la bourgeoisie en place à l'image de ce que font les socialistes allemands ou anglais, le PCF entend recomposer les couches de la bourgeoisie au profit de ses propres dirigeants et des couches de cadres, d'ingénieurs, de techniciens qui seraient demain les maîtres des entreprises nationalisées, à l'image de ce qui se passe dans les nouveaux pays capitalistes d'Europe de l'Est ! C'est bien le fond de cette querelle Marchais-Mitterrand, qui sera en filigrane, dans le face à face de ce soir. Cette querelle indique aux travailleurs que c'est ni dans le PS, ni dans le PC qu'ils peuvent trouver un débouché pour leurs aspirations à une France socialiste.

Le débat sur les propositions contenues dans le « Manifeste pour le Socialisme » que vient de publier le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste, doit permettre aux travailleurs de forger face à ces projets capitalistes du PS et du PC, une véritable alternative révolutionnaire traçant la voie de la France socialiste de demain.

M. A.

Conseil des ministres

UN OCÉAN DE PROMESSES

Principalement consacré à la question du chômage et plus particulièrement celui des jeunes, le conseil des ministres a arrêté les mesures suivantes :
— « Encouragement » de l'embauche par une exonération de charges pour les patrons qui embaucheront des jeunes de moins de 25 ans.

Sont exclus de ces dispositions les patrons ayant licencié depuis le 1^{er} mai 77 pour raisons économiques.

Les jeunes concernés bénéficieront de 90% du Smic et 410 francs pour les stagiaires mineurs !

D'autre part :
— Les jeunes embauchés dans une entreprise françai-

se à l'étranger toucheront « la prime de mobilité ».

— Les travailleurs de moins de 65 ans pourront bénéficier de la pré-retraite temporairement

— Les travailleurs immigrés chômeurs sont encouragés à rentrer dans leur pays

— Les mères isolées pourront accéder à un contrat d'emploi-formation

— 20 000 auxiliaires seront recrutés dans le secteur public.

AIDE AUX CHÔMEURS OU AIDE AU PATRONAT ?

Ce qui saute aux yeux c'est qu'une fois encore, le gouvernement sous prétexte de lutter contre le chômage, décide de subventionner les responsables de cette situation avec l'argent... des travailleurs.

En second lieu ce ne sont, pour l'essentiel que des mesures visant à « encourager » l'embauche.

Seulement deux exceptions : l'embauche des auxiliaires et la prime de départ

pour les travailleurs immigrés. En ce qui concerne les premiers, il faut noter qu'ils ont la certitude, comme tous les vacataires, d'être sous-payés et de ne bénéficier d'aucune garantie d'emploi. Notons que le chiffre de 20 000 est dérisoire quand on sait qu'à Paris seulement c'est le nombre que les syndicats estiment nécessaire aux PTT pour que les conditions de travail soient améliorées.

Quant à la prime de départ pour les travailleurs étrangers, quel autre but poursuit-elle que de susciter la division dans la classe ouvrière ?

Les patrons jugeront-ils profitable d'embaucher, jugeront-ils que les subventions, exonérations et autre détournement de fonds sont suffisants ? Nous le saurons ce soir, car le CNPF tient aujourd'hui une assemblée qui discutera de ces mesures.

F.M.

Concorde à New-York ? Pas si sûr...

Le juge Pollack du tribunal administratif de l'Etat de New York, dans un arrêt rendu hier, autorise Concorde à atterrir sur l'aéroport Kennedy.

Mais l'optimisme dont pourraient faire preuve tous les défenseurs du super-sonique franco-britannique, à commencer par les Compagnies Aériennes Françaises, doit être bien vite tempéré : la Cour d'Appel Fédérale américaine qui va sans doute être saisie par les autorités aéroportuaires de New York à toute possibilité de contredire l'arrêt du juge Pollack. Dans ce cas, Concorde attendra encore 15 mois...

POLITIQUE

LE CALENDRIER DU PCF

L'offensive du PCF concernant la renégociation du programme commun se poursuit. Après les comptes de «l'Humanité», la revue «Economie et Politique» publie le calendrier d'application du programme commun tel que le voudrait le PCF. Ce calendrier est divisé en deux principales étapes : la première année, puis les deux années suivantes de la législature. Les comptes de «l'Humanité» portaient d'ailleurs principalement sur l'année 1980, après trois ans donc de gouvernement de l'union de la gauche. Pour le PCF, trois principales mesures doivent être prises «dès les premières semaines» : l'adoption d'un certain nombre de mesures sociales, «l'adoption de me-

asures de protection concernant le change monétaire et le commerce extérieur», et la création d'un ministère du Plan et de l'Economie, disposant des pouvoirs du ministère des Finances actuel, pour une bonne part. On peut penser que le PCF réclamera ce ministère, capital dans la mise en œuvre de son projet.

Dans les trois premiers mois, le PCF souhaite un «plan d'action» adopté par le Parlement, la réalisation des nationalisations et la mise en œuvre de la gestion démocratique, et enfin «l'ouverture de négociations entre les syndicats, les PME et le patronat pour élaborer un calendrier d'application des mesures et conquêtes

sociales prioritaires». Donc hormis le SMIC et les 40 heures, les autres revendications des travailleurs seront soumises à un calendrier échelonné. Dans la première année devrait être mises en œuvre les «grandes réformes» (telle que celle de la Sécurité Sociale), et surtout l'adoption par le Parlement du plan national. Le PCF estime qu'au bout de cette année, les bases du changement seront en place, il ne restera plus qu'à se lancer dans l'amélioration de la productivité et de la croissance.

«L'UNION DE LA GAUCHE» EN GUISE «D'AILLEURS»

Les gaillistes de gauche, sous l'impulsion de l'Amiral Sanguinetti, viennent de faire un nouveau pas vers la «gauche». De toute façon, ils n'ont guère le choix, se disent-ils : «Nous voulons être logiques avec nous mêmes. L'accepter, ou aller «ailleurs» comme Michel Jobert. Et comme il n'y a pas «d'ailleurs» valable dans la situation de bipolarisation actuelle de la France, cette acceptation, nous aurions dû la prononcer depuis longtemps».

«Paris-Écologie» hésite à siéger aux commissions d'arrondissements

Les écologistes de «Paris-Écologie» sont actuellement divisés sur la question de leur participation aux commissions d'arrondissement. Tout en considérant le règlement de ces commissions comme un «simulacre de démocratie», la coordination des groupes Paris-Écologie s'est trouvée devant un double choix : se retirer des commissions ou participer au moins une fois pour voir. Mais elle n'a pas tranché, préférant renvoyer le débat «à la base», chaque groupe d'arrondissement se prononçant lui-même.

Apparemment, le débat porte plus sur la manière de partir que celle d'entrer : «On est entré bêtement dans les commissions d'arrondissement, le tout est d'en sortir intelligemment».

Après la publication des comptes du PCF

«ENTRE L'ÉCLAT DE RIRE ET LA GORGE QUI SE SERRE»

(Les Échos)

Dans les différents camps de la bourgeoisie, les propositions chiffrées du PCF ont évidemment suscité l'événement.

Pourtant les réactions sont prudentes. Tous les commentateurs sérieux s'accordent en effet pour dire que les chiffres du PCF sont cohérents, et correspondent à un projet précis. Il n'y a guère que Boulin, qui, à la tribune de l'Assemblée rejetait ces chiffres sans s'y approfondir : «Les signataires prévoient 450 milliards de dépenses supplémentaires pour financer le programme commun ; (...) le programme commun est un programme bidon, et parfaitement inflationniste».

Yann de l'Écotais, dans le «Figaro», voit les choses de manière plus approfondie. D'une part, il remarque que «le PC s'écarte de façon considérable des prévisions du parti de François Mitterrand et s'en sépare probablement quant à la finalité de leur entreprise commune». Cette finalité, le «Figaro» la voit comme «la logique de l'isolement, la pente naturelle vers la coopération avec les pays qui pratiquent le même système économique-politique». Et le «Figaro» conclut «l'économie, en la matière, est

finalement secondaire. Le choix que ce programme concrétise est avant tout politique». Le titre des «Échos» est explicite : «Les comptes du PCF annoncent une économie de guerre». Se plaçant délibérément sur le terrain de l'analyse, les «Échos» remarquent «l'injection en un peu plus de deux ans de telles sommes entraînerait un formidable raz-de-marée inflationniste et un brutal déséquilibre des échanges extérieurs. A moins bien sûr d'accroître très fortement la productivité des entreprises et donc des salariés (lutte contre l'absentéisme en particulier)...»

«Pour tenir ce pari sans désorganiser la vie économique, la collectivité devra retrousser ses manches et s'efforcer de brûler les étapes. Est-ce souhaitable, est-ce même concevable ?»

En somme, les «Échos», favorables à une bourgeoisie qui échoue dans ses tentatives d'union sacrée au service de la croissance capitaliste, reste encore sceptique sur les possibilités du PCF de faire mieux qu'elle.

La presse «de gauche» est évidemment plus gênée pour traiter de ce problème. Defferre a montré la voie en

évitant de se prononcer sur le fond, évoquant simplement la «logique» des négociations en cours au sein de l'union de la gauche, et trouvant normal que chacun présente son projet. Mêmes réactions de Claude Estier, qui, tout en jugeant les chiffres «parfaitement incompréhensibles» précise bien que «ces chiffres sont propres au PCF et pour l'instant ne nous engagent pas». Obligé de prendre une position, le «Matin de Paris», sous le titre «un mauvais tour joué à François Mitterrand» axe son commentaire sur le débat Barre-Mitterrand et sur les possibilités qu'aura Barre de se servir des chiffres du PCF. Rien sur les chiffres eux-mêmes, simplement des considérations, pour le moins curieuses, sur le fait que ce serait la première fois que «l'Humanité» publierait en exclusivité des informations provenant de la direction du PCF ! Néanmoins, la conclusion résilie bien les choses : «A quelques mois des législatives, la question se pose de savoir s'il ne serait pas temps que la cohésion de la gauche l'emporte sur les rivalités et sur l'esprit de boutique». On est loin du triomphalisme des lendemains de municipa- les...

LUTTES OUVRIÈRES

Les FNAC en grève pour 2 200 F par mois

QUAND UN PATRON «SOCIALISTE» APPLIQUE LE PLAN BARRE

La FNAC, magasin jeune et dynamique selon les directives des directions de cette branche commerciale qui est spécialisée dans la vente aux cadres (comme son nom l'indique : Fédération Nationale des Achats pour Cadres) d'appareils, de matériel photo ainsi que de disques et de matériel perfectionné hifi. Depuis quelques années, cette nouvelle forme de vente avec des prix concurrentiels, prenait le pas sur la vente traditionnelle des grands magasins, notamment sur les articles de disques, livres, photos, d'appareils radio. A Paris, trois grands centres sont installés, un dans les beaux quartiers, avenue de Wagram, le deuxième à Montparnasse, rue de Rennes, le troisième en plein cœur de Paris, boulevard Sébastopol, près du Châtelet. Seulement, alors qu'une bonne position sur le marché du commerce leur permet d'augmenter leur influence et surtout leurs profits, aujourd'hui une pierre vient d'être mise par les employés de ces magasins dans le mécanisme de profit de la FNAC. A l'Étoile, le vendredi 6, les employés de la réserve et ceux de la rue Wagram ont décidé de ne plus jouer le jeu des profits patronaux.

Depuis longtemps, les conditions de travail se détérioraient et notamment par le manque de plus en plus important d'effectifs. Aux heures de pointe cela devenait de plus en plus intenable. «On n'en peut plus», dira une employée. «A midi, c'est l'enter, pas de personnel pour servir», dira un jeune client.

Moins de personnel, pour quoi ? Alors que les surfaces de vente et les stocks n'ont cessé d'augmenter. Pourquoi moins de personnel alors que des magasins ouvrent, notamment à Lyon. De plus, les conditions de travail ne faisaient que se détériorer : pour ce qui est de l'hygiène, de la poussière à longueur de journée, et

pour améliorer la situation, la fermeture du local qui servait de salle de repos pour le personnel et aussi de lieu d'information syndicale. Sans compter que sur tout cela, on rentre à la FNAC et on est embauché pour 2 000 F par mois depuis la grève de 76.

2 200 F

Vendredi 6 mai, les travailleurs de réserve suivis très rapidement par les «caisses», décident de cesser le travail et de poser leurs revendications à la direction des magasins FNAC Étoile, ces revendications furent adoptées d'ailleurs le samedi matin, lors de l'assemblée générale du personnel.

Elles sont :
— pas de salaires d'embauche inférieurs à 2 200 F
— augmentation uniforme de 200 F pour tous
— prime de vacances égale à un demi-mois
— paiement de la carte orange par le patron
— révision de la prime d'ancienneté

— maintien des 3%, ainsi que 3% dans 6 mois et dans 1 an.

Les autres revendications sur les catégories.

Samedi 7 mai, une délégation CGT-CFDT est reçue à Montparnasse par la direction générale, membre du PS comme on le sait, qui refusera d'entendre les revendications, s'appuyant sur le plan Barre pour maintenir son refus. Suite à cela, la délégation reviendra et le personnel à 60% décidera de stopper le travail jusqu'à l'aboutissement des revendications. Devant la détermination des employés à ne pas céder au chantage du plan Barre, la direction générale décide donc de briser ce mouvement.

LE PATRON : MÉPRIS ET INSULTES...

Une lettre interne sera envoyée à chaque salarié par M. de Fayet. Lettre qui montrera comment la direction respecte les travailleurs. Après avoir usé de démagogie, elle passera au mé-

pris et aux insultes. Dans sa lettre, elle ira même jusqu'à attaquer les organisations syndicales en disant : «Comment peut-on se laisser manipuler par des paroles démagogiques», pour les employés, c'est un avantage de ce que propose le PS après 78. La riposte ne s'est pas faite attendre. A Montparnasse, les assemblées convoquées par la CGT et la CFDT ont servi à appuyer la lutte de la FNAC Étoile.

L'EXTENSION DE LA SOLIDARITÉ

A l'entrepôt Massy, après une assemblée générale samedi, le personnel débraye en soutien à la FNAC Étoile. Mardi matin, à Châtelet, une assemblée générale est convoquée pour voir quelle forme de soutien apporter à la lutte de la FNAC Étoile ; à Lyon, les magasins débrayeront sur les mêmes revendications qu'à Paris, pour une augmentation. Mardi 10 mai, rien n'est changé. Messieurs les patrons du PS, en voulant

briser la lutte des employés de la FNAC, vous n'avez fait que dévoiler votre propre visage, celui de patrons défendant leurs intérêts et imposant aux ouvriers leur exploitation. En manifestant votre volonté anti-ouvrière, en voulant casser la lutte, vous n'avez fait qu'augmenter la mobilisation et étendre le conflit malgré vos prétentions de patrons de «gauche». C'est un exemple révélateur de ce que nous prépare le PS dans les perspectives de 78. Pour l'instant, PS ou pas, les employés de la FNAC ne s'y trompent pas, c'est pourquoi ils refusent de continuer d'alimenter vos portefeuilles et exigent 2 200 F minimum et 200 F d'augmentation pour tous. Le soutien commence à s'organiser puisque des contacts sont déjà pris avec différents magasins de Paris et que des employés des Magasins Réunis de l'Étoile et des Galeries Lafayette sont déjà venus apporter leur soutien aux travailleurs en grève à la FNAC.

Correspondant Commerce

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

CGCT Lyon

300 F pour tous !

La CGCT (Compagnie Générale de Construction Téléphonique) est une entreprise privée, filiale de ITT. Elle travaille pour les PTT, installant les centraux téléphoniques publics. Le 26 avril, des assemblées générales ont eu lieu sur toutes les régions : Toulouse, Bordeaux, Lille, Nice, Paris, Lyon, Clermont, Rennes, Rouen, Strasbourg, Colmar et Nancy. De nombreux débrayages de 2 à 5 heures à Lyon, allant jusqu'à la grève totale à Toulouse, ont abouti à une première négociation à Paris le 2 mai. Mais la lutte continue, pour faire ceder la direction. « Nos revendications », explique la CFDT, « s'expliquent sur 4 plans : premièrement, les sa-

lares bas et bloqués par le plan Barre, deuxièmement, l'aspect particulier du travail sur chantier (instabilité et surtout éloignement du lieu de travail); troisièmement la reconversion accélérée du système téléphonique d'électromécanique (pentaconta), à l'électronique (métaconta).

Les centraux méta demandent un personnel très qualifié ou spécialisé, peu ou pas de soudeuses (le seul travail des femmes sur les chantiers actuellement est le raccordement), de moins en moins de monteuses. D'où notre inquiétude et notre exigence, concernant l'emploi et la formation pour tous. Quatrièmement le

temps de vivre, la 5^e semaine. La direction compte les samedis comme jours ouvrables dans les 24 jours de congés alors que nous ne travaillons jamais ce jour. Elle refuse les 2 jours supplémentaires à ceux qui fractionnent leurs congés (en dehors de la période) ce qui est illégal.

La plate-forme de revendications est : 300 F pour tous, échelle mobile des salaires, revalorisation des indemnités de panier : 30 F au lieu de 20 F; temps de route extra-horaire, 1 heure mini pour Lyon; plan sérieux et immédiat de formation et reconversion pour tous; garantie d'emploi ou de reclassement sans perte

d'avantage; 5^e semaine de congés payés; les 2 jours supplémentaires pour fractionnement. L'inter CFDT précise dans un tract : « Nos patrons attendent de nous des hésitations, l'effritement des grèves, pour ne rien céder sinon quelques pourboires, nous répondons par la fermeté. C'est aujourd'hui qu'on peut gagner, en maintenant le rapport de force par l'unité de tous les travailleurs des chantiers sous des formes de lutte claires et uniformisées ».

Et elle appelle tous les travailleurs de la CGCT pour une journée d'action le jeudi 12 à Paris.

Correspondant Lyon

Les plans de développement

POUR LIQUIDER LES PETITS PAYSANS

Extrait de APL Ouest

Les organismes économiques veulent mettre en place les plans de développement. C'est pour cela que la FDSEA y a réfléchi et a proposé un plan pour tous qui serait contrôlé et mis en place par des agriculteurs au niveau cantonal.

Nous sommes réticents pour sa mise en place par l'union cantonale car nous risquons d'être pris dans un engrenage qui nous fasse accepter des orientations avec lesquelles nous sommes en désaccord. Car ce plan de développement quel qu'il soit va encore favoriser, qu'on le veuille ou non, les mieux placés au détriment de la masse des agriculteurs.

Nous serions d'accord pour que des commissions ou tout simplement des équipes de syndicalistes acceptent de passer du temps à discuter avec des agriculteurs qui voudraient faire des investissements pour essayer de voir avec eux les conséquences, au niveau travail, qui conditionnent l'épanouissement et la qualité de la vie.

Pour nous, notre rôle s'arrêterait là.

Il y a 20 ans, l'agriculture avait sans doute besoin d'évoluer. Nous ne sommes pas contre une certaine technicité, mais, à la cadence où cela va, les petits agriculteurs vont aller grossir le rang des chômeurs.

Cette réflexion nous amène à repenser au rôle du syndicalisme.

Ce plan ne risque-t-il pas, de par la charge qu'il

représente, de la bureaucratise et de lui faire oublier ce qui pour nous paraît essentiel : les luttes syndicales (le foncier, le revenu de tous les agriculteurs, les conditions de travail, l'installation des jeunes, etc) ?

En proposant ce plan pour tous, la fédération va cautionner à terme celui proposé par les Pouvoirs Publics qui auront beau rôle de lui en faire supporter les échecs.

Pour nous, le rôle du syndicalisme n'est pas de s'occuper des plans qui, dans le système économique actuel, mettent les agriculteurs en compétition et les divisent.

Est-ce cela que nous voulons ?

Union cantonale de St Gildas des Bois

Les Plans de développement correspondent à une volonté des Etats européens d'instituer une sélection dans l'octroi des aides financières en agriculture.

Désormais, les agriculteurs ne peuvent obtenir des prêts à taux sur-bonifiés que s'ils satisfont à certaines conditions : engagement de tenir une comptabilité, vérification de leur capacité professionnelle (diplôme agricole plus expérience), objectifs de production élevés...

Les dossiers doivent être présentés à une commission technique et recevoir l'agrément du Crédit Agricole.

Paysans en lutte dans la région d'Avranches (Manche)

VICTOIRE CONTRE LE PROPRIÉTAIRE ET LA « JUSTICE »

Mardi soir, à St Quentin près d'Avranches, 150 paysans et ouvriers se sont réunis pour que la Cour d'Appel de Caen permette à Michel et Odile, couple de fermiers, de plus de 40 ans, de rester sur la terre qu'ils exploitent. Un premier jugement à Avranches avait donné raison au propriétaire habitant Paris, et déclarant vouloir rester dans la capitale. Il voulait chasser les fermiers pour soi-disant exploiter lui-même. Mais les paysans se sont organisés avec « Défense Collective ».

inférieures à 15 ha !... De chaleureux applaudissements envers la position de « La Défense Collective » ont mis un terme à l'intervention de ce ponté.

Cette réunion a montré la volonté de liaison avec la classe ouvrière : un montage-diapo, fait à l'initiative de la CFDT a été le point de départ d'un débat. Avec la restructuration laitière dans cette société en crise, la nécessité d'une union ouvriers-paysans est apparue plus clairement : ceci, en



Les paysans se mobilisent pour faire échec aux reprises abusives de terres

Différentes luttes dans l'Avranchin ont montré la nécessité de s'unir. Rester isolés, c'est se retrouver à la porte, sans même le droit au chômage ! La victoire contre le propriétaire et la justice à son service a été obtenue grâce à une réelle solidarité.

Un ponté de la FDSEA a tenté de dénigrer cette lutte des petits paysans, mais la réplique immédiate des paysans à la tribune, ainsi que la réaction dans la salle, ont rappelé entre autres que la FDSEA était favorable au passage de la surface minimum d'installation à 22 ha, alors que les 2/3 des exploitations dans la Manche sont

Non à la restructuration ! Nous refusons que la Manche devienne un désert !

Correspondant Avranches

36^e Congrès de la Fédération CFDT PTT

LES AVEUX D'ÉMILE LE BELLER

C'est mardi dernier 10 mai que s'est ouvert à la Grande Motte (près de Montpellier) le 36^e Congrès national de la Fédération des postiers CFDT. Edmond Maire était là pour représenter la Commission Exécutive confédérale et participera aux travaux du Congrès qui s'achèvera le 13 mai.

D'entrée, les congressistes ont eu droit à la lecture du Rapport Général par Emile Le Beller, Secrétaire Fédéral et membre du Bureau National. Un rapport qui s'inspire fortement des grandes lignes du « projet autogestionnaire » défendu par la direction confédérale à Annecy.

Mais les allusions à l'attitude de la Fédération en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir en 78 étaient telles que les congressistes ont appelé des explications supplémentaires dans le débat qui a suivi la lecture du rapport général. Et, sur cette question précise, E. Le Beller n'y est pas allé par quatre chemins pour livrer le fond de sa pensée : « La stratégie de débordement doit être clairement repoussée », s'est écrié le Secrétaire Fédéral, ajoutant : Cette stratégie conduirait à opposer travailleurs et gouvernement de gauche, affaiblissant les deux et donnant alors toutes ses chances à la bourgeoisie. La CFDT devra créer un mouvement de masse solide et responsable pour exiger du gouvernement de gauche la satisfaction des revendications prioritaires et essentielles et défendre ce gouvernement contre des tentatives de sabotage et de retour au pouvoir de la bourgeoisie ».

Donc, pour E. Le Beller, il y a communauté d'intérêt entre le programme commun d'un gouvernement de gauche et les travailleurs. Le rôle du « mouvement de masse responsable » dont il parle ne vise pas tant à ménager un tel gouvernement de gauche qu'à le soutenir envers et contre tout, en tentant d'accréditer l'idée qu'une fois les partis de gauche au pouvoir la « bourgeoisie » s'en trouve dépossédée !

En entendant Le Beller (dont l'appartenance à la minorité CERES du PS est bien connue) expliquer aussi crûment les desseins des tenants du programme commun dans l'état-major confédéral, Edmond Maire a dû grincer des dents : lui qui s'échine à vouloir montrer que la Confédération a un projet politique propre, des « objectifs de transformation » pas forcément compatibles avec les programmes politiques des partis de gauche... Mais qu'en aucun cas, elle ne saurait être une courroie de transmission du PS, fût-il au gouvernement... Pourtant, si on écoute Le Beller, les choses s'éclaircissent.

J.L.

En bref...

● Les 4 000 travailleurs des trois usines Turboméca sont en lutte contre le refus de la direction de satisfaire leurs revendications. Chaque jour, dans les usines de Mézière (région parisienne), Tarnos (Landes) et Bordes dans les Pyrénées Atlantiques, des débrayages tournants sont organisés.

● Les débrayages se poursuivent à l'usine Alstom - Savoisiennaise de St-Ouen. Lundi dernier, les grévistes ont bloqué les bureaux. La question se pose aujourd'hui d'engager des actions plus efficaces pour contraindre la direction à satisfaire les revendications des travailleurs.

● Aux Forges Stéphanoises, le travail a repris. Dans cette usine de l'Horme, dans la Loire, la grève durait depuis plus de 40 jours pour l'augmentation des salaires. Les grévistes ont obtenu que le salaire minimum soit porté à 2 225 F au 1^{er} juin et 2 290 F au 1^{er} octobre.

● A l'usine Roure et Bertrand d'Argenteuil, les syndicats CGT et CFDT avaient appelé à l'action en proposant 10 H de grève réparties sur quatre jours. Les travailleurs ont obtenu une augmentation des salaires de 5% et une augmentation de la prime de vacances qui passe de 240 à 500 F. De plus, le salaire d'embauche est augmenté de 50 F et passe ainsi à 2 200 F.

TÉLÉPHONEZ



AU QUOTIDIEN

636.73.76.

DE 13 H A 18 H 30

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En bref... En bref

Seveso : un village évacué

Les autorités italiennes ont pris la décision de faire évacuer le village de Meda, proche de Seveso, et de procéder à sa décontamination : la présence de dioxine à des taux importants y est signalée. Cette décision est à rapprocher d'un autre événement survenu le 2 mai : une habitante de Meda a mis au monde un enfant présentant une malformation abdominale. Les médecins ont «fabriqué» les parties manquantes de l'estomac atrophié mais ne sont pas sûrs que l'enfant pourra vivre longtemps. Mais bien que ce soit le troisième cas de malformation connu depuis la catastrophe, les autorités sanitaires refusent officiellement d'incriminer les effets de la dioxine dont les effets tératogènes (modifiant l'embryon) sont pourtant connus.

L'évacuation de Meda est prévue pour deux ou trois jours seulement.

Le syndicat de la magistrature proteste contre la prison d'Arenc

Dans une lettre adressée au nouveau ministre de la justice, Alain Peyrefitte, le syndicat de la magistrature proteste contre l'existence du camp d'Arenc à Marseille, il écrit notamment : «Comment peut-on admettre que le gouvernement cautionne et que le ministre de la justice tolère depuis des années un centre d'internement administratif, qui constitue une insulte à la Constitution, à la loi, à la tradition française de défense des libertés ?». Et il s'indigne des poursuites engagées contre un de ses adhérents de Marseille qui avait dénoncé l'existence du camp clandestin.

Quimper : le pétrole du Boehlen en ballade

Les analyses effectuées dans les puits du quartier de Toulven à Quimper sont catégoriques : il y a des traces de d'hydrocarbures dans l'eau. Le maire, Becam a donc décidé de déterrer le pétrole. C'est une opération délicate, les sacs dans lesquels il était contenu ont crevé. Le pétrole sera mis dans les containers entreposés à la station d'épuration de Quimper, en attendant une solution pour s'en débarrasser. Sera-t-il à nouveau enfoui au petit jour dans une autre fosse ou réembarqué vers un port pétrolier ? Le secrétaire d'État n'a pas donné d'indication sur sa future destination.

Maertens, Merckx, Pollentier... : compromis dans une affaire de dopage

Après Thévenet de nouvelles vedettes du cyclisme font les frais d'un contrôle anti-dopage, et non des moindres : Maertens, le champion du monde, Pollentier, Merckx. Ce dernier aurait eu un contrôle positif à l'issue de la course Liège - Bastogne - Liège. La contre-expertise aurait confirmé la présence de Pémoline dans ses urines. La Pémoline n'est pas en vente libre, mais un médicament qui en contient : le Stimul est vendu librement. Le frère d'Eddy Merckx qui est pharmacien ! a fait sa thèse sur la détection du Stimul. Jusqu'à ce jour, il n'était pas détectable, le professeur De Bakker vient cependant de parvenir à isoler la Pémoline, mettant fin probablement à l'utilisation de ce produit, mais pas au dopage.

La fédération belge de cyclisme a condamné Maertens, le champion du monde, à trois mois de suspension avec sursis et 6 000 francs d'amende ; Merckx, Pollentier, Teirlinck ont été condamnés à un mois de suspension avec sursis et 3 000 F d'amende. En outre, Maertens a été déclassé de sa place dans Liège-Bastogne-Liège.

Haby persiste

«S'IL LE FAUT JE SUPPRIMERAI L'HISTOIRE, LA PHILOSOPHIE, L'ÉCONOMIE»

Bien qu'il ait affirmé, vendredi 6 mai, qu'il ne reviendrait pas sur sa dénonciation de la «politisation» de l'enseignement par les enseignants de gauche, Haby a récidivé lundi dans une interview à l'«Aurore», et encore samedi matin à la radio. Il s'est déclaré prêt à supprimer les cours d'histoire, de philosophie ou encore d'économie si leur contenu ne répond pas à l'idéologie «laïque» !

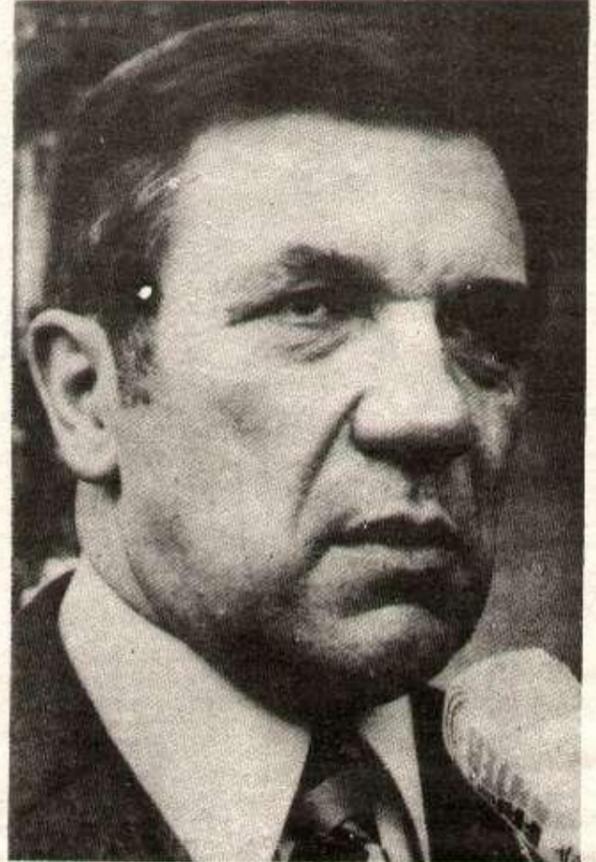
Aussi la polémique engagée avec les syndicats d'enseignants dominés par les partis de gauche s'intensifie. Les considérations électoralistes n'y sont pas étrangères mais on peut penser qu'Haby vise plus loin, notamment quand il veut «déssecter» les collèges. Dans ce débat en tout cas, ni la gauche, ni la droite ne posent les questions de fond sur la nature de classe de l'école en France.

L'HORIZON 78

Depuis 1968, les attaques gouvernementales contre les enseignants «gauchistes» n'ont pas manqué. Ce qui est nouveau, c'est la mise en cause directe des enseignants «communistes et socialistes». Remarquons toutefois qu'une première escarmouche avait eu lieu à propos des enseignants accusés d'introduire la drogue dans les lycées. «Le Journal du Dimanche» avait alors élargi l'attaque aux enseignants de gauche. Cette fois, Haby en personne entre en lice. Contre toute évidence, il commence par affirmer que les enseignants favorables à la majorité sont quasiment persécutés. Puis il dénonce l'ardeur propagandiste des enseignants de gauche. Par là, il vise deux

objectifs : lancer une attaque de diversion pour mieux faire passer sa réforme, contestée par les parents, enseignants et surtout élèves. D'autre part, il tente de remobiliser l'électorat de droite en laissant entendre que si la gauche vient au pouvoir, elle imposera des mesures telles que la nationalisation de l'enseignement privé, comme les déclarations du député PS Mexandeau ont pu le faire penser.

Face à cette attaque, la gauche est sur la défensive : il est bien connu en effet que les syndicats principaux d'enseignants sont alignés sur le PS et le PCF. D'où des déclarations de bonnes intentions sur l'objectivité de l'enseignement que ne désavouerait pas la droite. On a pu entendre mardi soir à la radio, Dufour (PC) et Cres-



Le ministre de l'éducation surveillée.

sard, député d'Ille-et-Vilaine du RPR, d'accord sur ce point. Il faut noter d'ailleurs que Cressard démagogiquement s'est déclaré opposé à René Haby ! Au RPR, on fait décidément fièche de tout bois contre le gouvernement.

devient «le bureau d'études du ministère comme il y en a chez Simca et Citroën». Tout un programme...

Par ces mesures, Haby entend mettre au pas les élèves et enseignants qui cherchent à briser le carcan de l'enseignement bourgeois et de son idéologie, bien plus que les enseignants dits de gauche.

... ET L'APRÈS 78

Mais derrière la lutte pour conquérir l'électorat des parents d'élèves, se dessinent d'autres perspectives... pour l'après 78. Ainsi, briser la sectorisation des lycées et collèges (comme des universités) en invitant les parents à retirer leurs enfants des établissements où sévissent les «mauvais professeurs», peut mener dans l'esprit d'Haby à constituer des «bastions» dans le cas où la gauche gagnerait les élections.

RENFORCEMENT DU CONTRÔLE DE L'ENSEIGNEMENT

De plus, à côté des déclarations tonitruantes, qui peuvent annoncer des mesures concrètes pour la mise au pas de certains enseignants, Haby poursuit plus discrètement sa mainmise complète sur l'enseignement : les pouvoirs des chefs d'établissements ne cessent d'être renforcés, les services de recherche et de documentation pédagogiques, sont réorganisés, privés de toute initiative autonome, contrôlés étroitement par l'administration. Selon son nouveau directeur l'INRP (Institut National de la Recherche Pédagogique)

LE DÉBAT DE FOND ESCAMOTÉ

Car ceux-ci fondamentalement, ne remettent pas en cause le contenu d'un enseignement qui dès la maternelle fabrique les «mauvais élèves», les enfants de travailleurs dont toute l'expérience est systématiquement rejetée par le système scolaire. G. Georges, secrétaire du SNI, par exemple, ne critique pas l'institution de classes «poubelles» (pratiques et transitions) mais seulement la formation insuffisante des enseignants qui en sont chargés. La brochure que le SNI, la FEN et la fédération CORNEC des parents d'élèves font signer actuellement dans les collèges met l'accent sur les problèmes de crédit et de postes (réels) mais ne dit mot du contenu des cours. Cette «lutte» in extremis (en fin d'année) contre la réforme Haby laisse d'ailleurs de côté un aspect pourtant important : les enseignants choisissent en ce moment les livres qui seront utilisés à la rentrée et qui tous intègrent les directives d'Haby...

Claude ANCHER

Le proviseur du lycée Jean Massey à Vitry/Seine applique les directives d'Haby

Le 27 avril dernier, le comité de lutte du lycée technique Jean Massey de Vitry, avec l'appui et la participation des agents et des enseignants, a invité les syndicats CGT et CFDT à venir s'exprimer dans l'école sur les luttes en cours : Sofratesco, Drouet, Diamond, EDF, etc. L'UL CFDT de Vitry a répondu à cet appel et participé au débat qui, pour la première fois réunissait dans l'établissement des syndicalistes des principales usines de la ville, des agents de service, des enseignants et des élèves.

La direction avait tenté de s'opposer à l'entrée des travailleurs mais elle avait dû renoncer, le rapport de force n'était pas en sa faveur. Aujourd'hui, le proviseur porte plainte contre l'UL CFDT et contre un ancien élève du lycée. Il se sent visiblement soutenu par les récentes déclarations du ministre Haby. A la délégation inter-syndicale, SNES, SGEN, UNCAL, et comité de lutte, venue lui demander des comptes et exiger de lui qu'il retire sa plainte, il s'est retranché derrière les rappels du ministère et il a accusé les enseignants de «vouloir détruire son établissement» en le transformant en lieu de meeting et d'agitation politique.

Une riposte unitaire s'organise contre cette nouvelle attaque intolérable contre le droit des élèves et des enseignants d'inviter les travailleurs à l'école.

Correspondant Vitry

Visite du premier ministre canadien

LA POMME DE DISCORDE DU QUÉBEC

Le premier ministre canadien, Pierre Trudeau, est venu à Paris pour s'expliquer avec le gouvernement français sur son attitude à l'égard du Québec. Chirac avait, à l'occasion de la visite du ministre des Affaires Étrangères québécois, à la fin du mois dernier, soutenu les tentatives du gouvernement de Québec pour se détacher de la tutelle de l'État fédéral. Giscard, de son côté, avait eu de longs entretiens sur les projets du gouvernement québécois, qui prévoit un référendum sur l'indépendance dans quatre ans. Les déclarations de Chirac avaient déclenché les protestations du gouvernement canadien, en fait c'est la politique de rapports privilégiés entre le Québec et la France poursuivie par le gouvernement français qui suscite les protestations de l'État fédéral.

FRANCE-QUÉBEC : PRENDRE PIED EN AMÉRIQUE DU NORD

La France a établi des relations régulières avec le Québec, en dehors du gouvernement canadien, à partir de 1965 où furent

signés les accords de coopération culturelle et technique entre le gouvernement québécois et la France. En 1967, De Gaulle criait vive le Québec libre et Peyrefitte signait un programme d'action qui prévoyait de multiplier par dix le volume des échanges dans tous les domaines, en trois ans. De 1970 à 1974, ces échanges progressaient encore de 50%. Cela laisse les échanges France-Québec à un niveau modeste (1,9% des exportations du Québec en 74 contre 62% pour les USA). Mais cela affirme d'une volonté délibérée du gouvernement français en s'appuyant sur les revendications québécoises de pénétrer en Amérique du Nord.

En décembre 1974, alors que Giscard était déjà président, le gouvernement français avait donné un éclat particulier aux relations privilégiées entre la France et le Québec, en invitant le premier ministre du Québec d'alors, Bourassa, à venir discuter en conseil des ministres de la coopération France-Québec. A l'occasion de ce voyage, un traité de coopération avait été signé

prévoyant l'aide de la France au Québec en matière linguistique et la création d'une commission mixte de coopération industrielle.

Actuellement, les relations directes entre la France et le Québec suscitent des réactions d'autant plus vives du gouvernement canadien que le gouvernement du Québec est selon le premier ministre canadien «ennemi de l'intérieur». Les élections de novembre dernier ont permis au parti indépendantiste de prendre le pouvoir, il envisage aujourd'hui de prendre un décret faisant du français la seule langue officielle du

Québec, et un référendum sur l'indépendance est envisagé. La visite du ministre des Affaires Étrangères de Québec le mois dernier a surtout été marquée par des accords techniques industriels et culturels. Mais la sympathie du gouvernement français pour le parti au pouvoir et ses projets n'a pas été masquée et il a invité le premier ministre québécois à venir visiter la France, un soutien à peine caché au projet de Levesque grâce auquel la France espère prendre pied plus fermement en Amérique du Nord, dans les terres des États-Unis.

Le Québec et ses richesses

Les ressources du Québec en uranium ne sont pas étrangères à l'intérêt manifesté par le gouvernement français à son égard. En 1974, il n'avait pu signer directement un accord sur la livraison d'uranium québécois car cela doit obligatoirement être contrôlé par le gouvernement fédéral.

Ses autres ressources énergétiques sont l'hydro-électricité qui fournit d'une part d'autres états et d'autre part une partie de l'électricité consommée à New York.

Ensuite outre le potentiel industriel du Québec, sa capitale, Montréal, est l'une des principaux centres d'affaires et financier du Canada.

Sahara Occidental

«Notre présence sur le terrain, base de nos victoires», dit le ministre de la Défense

Les prisonniers français, pris lors de la bataille de Zouerate, sont en bonne santé, a annoncé le Front POLISARIO hier. A Antenne 2, un dirigeant du Front a rappelé que les avertissements avaient été multipliés par le Front POLISARIO concernant les personnes se trouvant dans les zones de guerre.

Le ministère de la Défense de la République Arabe Sahraouie a, de son côté, démenti les accusations portées contre l'Armée Populaire de Libération, alléguant qu'elle est composée de mercenaires.

«Composée de militants du POLISARIO, si elle se couvre de gloire, notre armée le doit à sa présence effective sur le terrain, partout en République Arabe Sahraouie Démocratique, comme dans les zones de guerre. Cette présence a toujours été réelle et efficace...»

Il est souligné que Zouerate n'a été qu'un fait d'armes parmi tant d'autres... Il y aura d'autres combats encore plus significatifs qui ne se termineront qu'avec notre victoire finale.

De son côté, l'Algérie a réaffirmé qu'elle est disposée, comme par le passé, à favoriser un dialogue direct entre les représentants du gouvernement français et ceux du POLISARIO.

Pologne

Après la mort d'un membre du comité de soutien aux ouvriers

Le comité de soutien aux ouvriers victimes de la répression a rendu publique la mort de Stanislas Pyjas, étudiant de 23 ans qui a participé aux actions du comité. Stanislas est mort samedi dernier, selon les constatations faites par un

membre du comité, l'étudiant, qui a été retrouvé mort dans un immeuble de Cracovie, n'est pas mort des suites d'une chute, mais aurait été violemment frappé à la tête.

UN APPEL DES MEMBRES DU COMITÉ

Avant de quitter Paris, un membre du comité de soutien a lancé un appel pour que le soutien le plus massif soit apporté au Comité (KOR) :

«Dès le premier instant, le KOR a agi au grand jour. Ses réunions se déroulaient ouvertement. (...)

«Le KOR et des centaines de personnes qui collaborent avec lui tous les jours ont pris la défense des ouvriers.

«Sous la pression de l'opinion publique, le pouvoir a commencé à reculer progressivement. Dans une grande mesure, c'est grâce au KOR qu'il n'y a presque plus dans les prisons, d'ouvriers condamnés lors des événements de juin. (...) Les persécutions continuent, mais, il faut le reconnaître, sous une forme atténuée.

«Espérant une baisse rapide de l'activité des milieux ouvriers les plus combattifs, les autorités ont dernièrement accru la répression contre les membres du KOR et les personnes qui collaborent avec lui. Les perquisitions, les mise en garde à vue, les interrogatoires se multiplient. (...)

«Pour des raisons compréhensibles, il est beaucoup plus difficile de mobiliser l'opinion publique lorsque les conséquences des mesures prises par les autorités ne sont pas encore connues, lorsque les motifs de la répression, le prétexte d'une arrestation, ne sont pas encore exactement connus, pourtant, c'est justement à ce moment que l'intervention de l'opinion publique peut être la plus efficace.»

Après la rencontre Carter-Assad

BEAUCOUP DE BRUIT, PEU DE CHANGEMENTS

Pour couper court à une campagne de rumeur, un communiqué signé par Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, rendu public mardi soir à Genève, rappelle «le fait que les résolutions du Conseil National Palestinien lors de sa 13^e session, sont claires et précises : elles parlent de l'établissement d'un État national palestinien sur tout territoire national palestinien libéré.»

Les Soviétiques qui étaient à l'origine de ces rumeurs sont ainsi une nouvelle fois démentis dans leur tentative de transformer les positions de l'OLP à leur gré : selon ces rumeurs, l'OLP serait prête à accepter la résolution 242 du conseil de sécurité de l'ONU, où il est question de la «reconnaissance de frontières sûres et reconnues pour l'État d'Israël».

CARTER-ASSAD : LES QUESTIONS ÉPINEUSES MISES À L'ÉCART

Toutes sortes de bruit tendent maintenant à faire croire que le président syrien, Assad, qui vient de rencontrer Carter à Genève se serait éligé sur les po-



sitions américaines. Certes, Assad exerce toujours ses pressions sur la Résistance pour l'amener à reconnaître l'État d'Israël, et il s'est récemment prononcé, peu avant sa visite à Genève, en faveur de la création de zones «tampons», point commun des plans américains et soviétiques. Mais, en dépit de l'optimisme hautement affiché par Carter, une question essentielle demeure, sur laquelle aucun accord n'est intervenu : celle des territoires. Carter parlait

récemment de «frontières défendables pour Israël», reprenant ainsi à son compte les thèses sionistes, qui impliquent une modification importante des frontières d'avant 67, alors que pour Assad, ainsi que pour l'Égypte, il n'est pas question d'abandonner aux sionistes quelque territoire que ce soit conquis depuis 67.

Aucune information n'a filtré sur cette question à l'issue des entretiens de Genève, ce qui confirme qu'aucun rapprochement

n'a été trouvé et apporte de sérieux bénois à l'optimisme affiché par Carter.

ISRAËL ET SON TUTEUR US

De leur côté, cependant, les sionistes s'inquiètent : l'État sioniste ne vit que par le soutien indéfectible des USA, dont il est entièrement dépendant. Aussi

l'offensive diplomatique de l'administration américaine envers les États arabes, qui témoigne d'une certaine volonté de hâter le règlement du conflit, fait craindre aux dirigeants sionistes de se voir contraints à des concessions qui, imposées par les USA, ne sauraient être que mineures, mais passent pour inacceptables pour tous les partis sionistes, surtout en période pré-électorale.

● RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE ALLEMANDE : 4 ESPIONS ARRÊTÉS :

Deux personnes qui travaillaient pour une secrétaire à la chancellerie, arrêtées mercredi dernier pour espionnage au profit de la R.D.A., ont été arrêtées mardi à Dusseldorf. Deux autres personnes, dont l'une aurait travaillé pour le ministère est-allemand de la Sécurité et l'autre aurait servi de boîte aux lettres pour les services d'espionnage de la R.D.A. en Allemagne de l'Ouest ont également été arrêtées.

● MALAISIE :

Le ministre des Affaires Étrangères de la Malaisie a entamé hier à Paris des entretiens avec Guiringaud, qui se poursuivront pendant quatre jours. Les conversations porteront notamment sur l'association des nations du Sud-Est asiatique et le marché commun ; dans le domaine de l'économie, Kuala Lumpur aurait demandé une plus grande présence française en Malaisie. Depuis février 76, des accords ont été signés entre les deux pays, pour le financement par la France de plusieurs projets en Malaisie.

INTERNATIONAL

Irlande du Nord

MALGRÉ LES MENACES, LE TRAVAIL CONTINUE

La «grève» décrétée la semaine dernière par les fascistes est un échec, les gens font tout leur possible pour aller travailler. Voyant cela, les fascistes loyalistes ont renforcé leur «persuasion» ce mardi, ainsi quelques barrages de tracteurs ont été mis en place sur plusieurs routes.

L'un des deux leaders fascistes, Paisley et Baird, a été arrêté durant deux heures. Les organisateurs de la grève paraissent isolés au sein de leur propre camp, tandis que leur initiative suscite la colère. Un barrage a été attaqué par des paysans républicains et les tracteurs incendiés ont été jetés dans la rivière Boyne.

Mardi, un chauffeur de bus a été tué par un loyaliste et 17 autres ont été blessés par des bombes à pétrole. Le dirigeant syndicaliste des chauffeurs a déclaré que «les chauffeurs résistent aux menaces et celui-ci est mort dans la lutte des ouvriers contre le fascisme». Depuis mardi, en signe de protestation, plus un seul bus ne roule dans les 6 Comtés. De plus en plus isolés, les fascistes deviennent de plus en plus farouches. (Dans la nuit de mardi à mercredi deux personnes ont été tuées par des bombes, dont un membre de l'UDR-Ulster Defense Regiment).

Mexique : les propriétaires expropriés, indemnisés

Les propriétaires fonciers qui ont été expropriés avant l'investiture du nouveau président en novembre dernier seront indemnisés.

L'ancien président Echevarria avait signé un décret permettant aux paysans de la région la plus riche de la province de Mexico, s'appuyant sur ce décret, de récupérer des terres, un immense mouvement paysan s'était déclenché et de nombreuses terres furent expropriées illégalement. Lors de son accession au pouvoir, le nouveau président Portillo avait assuré que les terres occupées illégalement seraient vendues. Mais au bout de cinq mois, il a averti les propriétaires qu'ils seraient indemnisés parce qu'il lui était impossible de signer un décret ordonnant l'évacuation des terres sous peine de causer une vague importante de protestations et de manifestations. Il a demandé aux propriétaires qui avaient commencé d'organiser des commandos armés, d'accepter ce compromis au nom de la paix sociale.

BELGIQUE : SIGNATURE DU CONTRAT DU SIECLE

Après le Danemark, la Belgique vient de signer le «contrat du siècle» qui comprend l'achat de 116 F16. Ainsi, ces deux pays qui crièrent le plus fort parce que la firme constructrice du F16 ne voulait pas respecter la clause concernant la participation des acheteurs dans la construction de l'avion, viennent de se soumettre juste à la ville du «sommet de Londres» ?

ETATS-UNIS : PRÊT POUR LE PORTUGAL

Les USA ont décidé d'accorder un prêt de 300 millions de dollars au Portugal si les pays d'Europe de l'Ouest et le Japon s'engagent à fournir également de leur côté un prêt d'un montant analogue. Le FMI pour sa part, a

déjà accordé un prêt de 50 millions de dollars et, selon des sources US, s'apprête à débloquer des crédits supplémentaires. Le tout devrait aider le Portugal à couvrir le déficit de sa balance des paiements qui pourrait atteindre les 750 millions de dollars.

ETATS-UNIS : PAS DE BOMBARDIERS POUR LA TURQUIE

Le Congrès a rejeté la proposition de l'administration Carter d'autoriser la vente de bombardiers F4 à la Turquie, vente destinée à resserrer les liens quelques peu distendus avec ce membre de l'OTAN, à la suite de l'affaire chypriote. Néanmoins, des crédits d'aide militaires pour 78 s'élevant à 175 millions de dollars, soit 50 de plus que cette année, ont été votés pour ce pays. Ceci ne lui permettra pas cependant d'acquiescer les 40 F4 dont l'achat a été autorisé auparavant par l'Exécutif.

Espagne



«De la terre à ceux qui travaillent !» Un millier de paysans espagnols, qui manifestaient dimanche soir en Galice, se sont heurtés à la police de Suaréz qui les a dispersés dans les marécages de Baladio, blessant une cinquantaine d'entre eux. Les manifestants protestaient contre des expropriations.

Depuis samedi, une nouvelle campagne en faveur de l'amnistie a été lancée au Pays Basque. Elle culminera dimanche prochain par une manifestation dans chacune de capitales des 4 provinces basques.

Les familles des détenus ont lancé des appels à l'ensemble des organisations démocratiques pour qu'elles poursuivent la lutte, de nombreuses municipalités de la région menacent de donner leur démission. De son côté, l'ETA a menacé de reprendre la lutte armée au Pays Basque si le gouvernement espagnol ne procède pas rapidement à la libération d'un certain nombre de détenus politiques.

Rhodésie

LES USA PRÊTS A LIQUIDER SMITH

Pour préserver ce qui peut encore être sauvé de leur influence en Afrique Australe, les USA sont disposés à liquider leur vieux complice, le raciste Smith, chef de la Rhodésie. Le plan sur lequel américains et britanniques se sont mis d'accord à Londres, par les bons soins de David Owen, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et du secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance, fixe la date de l'indépendance pour la Zimbabwe au 24 septembre 78, et décide qu'à cette date, le gouvernement Smith aura démissionné, afin de permettre la levée des sanctions économiques prises à l'encontre de la

Rhodésie, ainsi que la conclusion d'un accord de cessez-le-feu entre les mouvements de libération et les racistes blancs.

La mise en application du plan passe, dans l'esprit de leurs auteurs, par toute une série de consultations bilatérales entre eux-mêmes et les mouvements de libération, avec le gouvernement Smith, avec Vorster, chef d'Etat raciste de l'Afrique du Sud, conversations dont les résultats seraient immédiatement traduits en termes juridiques.

Mais, sous le discours en

faveur des «droits de l'homme», chers à Carter, et qu'il faudrait faire respecter en Rhodésie, le véritable motif de l'intérêt soudain porté à la lutte de libération de la population noire au Zimbabwe par les USA perçoit vite : en effet, ils offrent une «aide» à long terme de plus de deux milliards de dollars, crédits destinés à mettre en valeur les ressources naturelles. Par ce moyen, les USA continueraient d'exploiter comme par le passé les richesses de la Rhodésie, où ils se maintiendraient. Bien plus, ils estiment que cette présence inciterait les racistes blancs à rester sur place ; enfin, ils se trouve-

raient en meilleure position pour défendre le dernier régime d'Afrique, celui de Vorster.

MAROC

La loi organique qui fixe la composition du prochain parlement marocain a été approuvée par le gouvernement royal. Un point final est donc mis à la dernière réforme constitutionnelle d'Hassan II. Les élections auront lieu le 3 juin, Hassan prétend à cette occasion faire «élire» des «représentants» du Sahara Occidental.

SUCRE : AJOURNEMENT DES NÉGOCIATIONS SUR LES PRIX

La conférence de Genève organisée par l'ONU pour organiser la stabilité des cours du sucre pourrait être suspendue. Les délégations de pays producteurs ont refusé de renoncer à leur revendication de voir garantir leurs ressources, provenant de la vente du sucre.

TUNISIE : AFFRONTEMENTS ENTRE ÉTUDIANTS ET VIGILES

Des affrontements très violents ont opposé les étudiants de l'université de Tunis aux vigiles placés dans les universités, à la suite de la dissolution de l'Union Générale des Étudiants Tunisiens. Dans la dernière période, plusieurs demandes émanant en particulier des professeurs avaient été adressées au gouvernement pour que les vigiles soient retirés.

Négociations soviéto-américaines

Reprise officielle et tractation en coulisse

Les négociations sur la limitation des armements stratégiques ont repris à Genève, après quinze jours de discussions et de contacts à Washington entre l'ambassadeur soviétique et l'administration américaine. Officiellement, la situation est bloquée, depuis que les Soviétiques ont repoussé le plan global américain de réduction massive du plafond du nombre des missiles intercontinentaux. En fait des formules de compromis s'élaborent. Le délégué américain Warnke a déclaré que si les Etats-Unis ne veulent faire aucune proposition dans l'immédiat, ils pourraient néanmoins accepter un accord limité reposant sur le protocole de Vladivostok, auquel s'accrochent les Soviétiques et qui fixe à 2 400 le nombre de missiles intercontinentaux.

Du côté soviétique, les journalistes américains ont eu droit aux étranges confidences du responsable de la section de défense de l'Institut sur les USA à Moscou, Sviatov et du res-

ponsable de la commission de contrôle des armements de la même institution, Stretstov.

LES AVIS PERSONNELS DES HAUTS FONCTIONNAIRES SOVIÉTIQUES

Selon Sviatov, qui affirme donner là son point de vue personnel, un accord SALT II serait possible à partir de quatre points :
- réduction de 10% du plafond de 2 400 missiles et bombardiers fixé dans le protocole de Vladivostok
- une «certaine limitation» dans le déploiement du bombardier soviétique Backfire, qui peut selon les USA aller bombarder le territoire américain et se poser à Cuba pour se ravitailler
- l'interdiction des missiles américains Cruise, qui jouent les radars et sont d'une grande précision. Ces missiles pourraient cependant être installés sur des avions en remplacement du système anti-missile que les USA utilisent actuellement
- et peut-être une réduction

du nombre d'essais de missiles intercontinentaux.

Stretstov, lui, dit qu'il préférerait que les missiles Cruise soient interdits, jusqu'à la conclusion d'un accord SALT II.

Les confidences de ces hauts fonctionnaires soviétiques sont en fait une avance calculée faite aux Américains à la veille des discussions de Genève. Les concessions envisagées dans ces propositions, abaissement du plafond du nombre de missiles et limitation volontaire du bombardier Backfire, ne reviennent pas sur le rejet du plan global américain. Les Soviétiques ne veulent pas bloquer toute chance d'accord, à condition que celui-ci leur soit favorable ; que les missiles Cruise soient réduits au minimum et que le bombardier Backfire puisse être déployé sans contrôle. En fait, les Soviétiques fixent eux-mêmes publiquement le cadre des négociations qui se déroulent à Genève, afin de forcer la main aux Américains.

Mathurin-Moreau à Paris

«APRES LES POUBELLES... LE TAUDIS. ICI AUSSI, ON GAGNERA !»

La grève des éboueurs est terminée depuis quelques jours déjà. La reprise du travail s'est faite après qu'il ait été arrachée à Chirac une augmentation moyenne de 90 F. C'est sans conteste une victoire non négligeable. Par cette grève, les éboueurs ont pu faire connaître largement ce qu'étaient leurs conditions de travail, l'exploitation qu'ils subissaient tous les jours pendant huit ou neuf heures. Mais, en fait, c'est 24 heures sur 24, dans tous les aspects de la vie qu'ils connaissent l'oppression.

«L'exploitation, tu la subis dès que tu poses le pied en France : du travail ? Tu n'en trouves pas tout de suite ! Déjà la plupart d'entre nous ne parlent pas français, ne savent bien souvent pas écrire. Et puis, il y a le racisme. Alors, pendant des semaines, tu erres à la recherche d'un travail. Tu frappes à toutes les portes. Les petites annonces, pas question ! En fin de compte, c'est encore de la «chance», tout ce que tu peux trouver, ce sont les boulots les plus durs et les moins payés : sur les chaînes ou à la ville : éboueur à Paris, par exemple».

Les choses sont très compliquées. «Souvent pour trouver un travail, il faut avoir un logement». Mais souvent,

«pour trouver un logement, il faut avoir du travail. Tu n'en sors pas». Le seul moyen d'avoir un logement — et c'est encore très limité — est d'avoir de la famille en France. Mais là encore, «si tu veux faire venir la famille en France (beaucoup d'entre nous sont mariés et ont des enfants), il faut avoir un logement. C'est le cercle vicieux».

10 LITS DANS 10 M²

Reste le foyer. Le foyer Mathurin Moreau, par exemple, 44 avenue Mathurin Moreau, dans le 19^e arrondissement. Mais, peut-on appeler ça un logement ? Dans ce foyer bâti sur 4 étages, «logent» 240 tra-



vailleurs, pour l'essentiel de nationalité malienne (beaucoup d'éboueurs sont Maliens, d'autres travaillent en usine, dans des garages...) et sénégalaise.

«Le foyer compte 36 chambres. Chacune d'elles fait 10 m² et compte 10 lits». Pour réaliser ce tour de force, l'A.F.R.P. (Association des Foyers de la Région Parisienne), une entreprise privée a trouvé un «moyen» : la superposition des lits... Chaque travailleur paye 80F par mois ou plutôt payait : «Depuis quatre ans, en septembre 73, nous sommes en grève pour refuser l'augmentation de 100 F. Nous ne payons rien et nous ne payerons aucun arriéré». Six mois après le début de la lutte, les travailleurs avaient déjà longuement fait connaissance avec leur propriétaire : un organisme du nom de COKER, géré par des religieux qui, voyant le vent tourner, précipitamment leur valises pour donner la gérance au FAS (Fonds d'Actions Sociale) qui lui-même la donnera à l'AFRP.

«Mais, il n'y a pas que le prix. Il y a aussi les conditions de logement : quand tu rentres, après avoir chargé des poubelles toute la journée, tu ne peux même pas te laver. Les canalisations sont bouchées depuis des années. Il n'y a pas de douche, pas d'eau chaude, des WC inutilisables». Pour 72 personnes, il y a deux lavabos...

Dormir ? Malgré l'entente et la solidarité qui se sont forgées entre les différentes nationalités depuis plusieurs années, «on a des horaires très différents : certains travaillent en journée, d'autres en équipe. Ça dérange quand même». Gérer l'inconfort a ses limites. Pour dormir, certains s'entassent dans les couloirs. Les couloirs, c'est le seul endroit où, la journée, il y ait un peu de place et on y fait de tout : de la couture sur des vieilles machines à coudre, on écrit des lettres à sa famille.

C'est la désillusion. «Avant de venir en France, on s'était renseigné. On avait vu des copains qui en revenaient. Ils nous disaient gagner 2 000 F par mois. Une fortune ! Mais vu les prix, ça ne fait pas grand-chose ! Au Mali, la plupart d'entre nous étaient paysans. Il y a eu la sécheresse. Et il n'y a pas d'autre travail.»

Mais il y a la lutte. «La grève des éboueurs, ce que ça a permis d'arracher, ça a donné du courage à tous ! Ici, aussi, au foyer, on gagnera !»

Serge LIVET

Richard FEUILLET

Paris : 2 millions de tonnes d'ordures par an

Le traitement des ordures :

UN IMPORTANT PROBLÈME ÉCOLOGIQUE

Les deux semaines de grève des éboueurs de la Ville de Paris ont mis en évidence l'énorme quantité d'ordures produites dans les grandes villes. En 10 ans, cette quantité a augmenté de 20 %, elle est actuellement en moyenne d'environ un kilo par habitant et par jour. Quotidiennement, cela donne 2 900 tonnes d'ordures, soit les deux millions de tonnes par an.

La production d'ordures, leur traitement, ont très nettement évolué avec l'urbanisation, la transformation des circuits commerciaux et le progrès technique.

Les ordures de 1977 ne sont pas les mêmes que celles du début du siècle. En 1970, le poids d'un mètre cube d'ordure était de 500 kg, il est aujourd'hui de 120 kg. La part des ferrailles lourdes, des déchets alimentaires et des cendres a diminué, laissant la place aux papiers et cartons d'emballage, aux boîtes de conserve, aux matières plastiques. En même temps, la teneur en eau et en matières organiques a baissé, rendant plus difficile le traitement.

LES DÉCHARGES BRUTES

Dans certains villages, la collecte des ordures se fait encore une ou deux fois par semaine. Un cheval ou un tracteur tire une charrette sur laquelle sont vidées les poubelles, celles-ci sont ensuite déposées dans des décharges brutes, sur un terrain vague, plus ou moins protégé et contrôlé. De temps en temps, une couche de terre de remblais est étendue pour améliorer l'aspect. Dans de nombreuses villes, moyennes ou grandes

villes, si les bennes à ordures ont remplacé les charrettes, les décharges publiques à la périphérie sont demeurées à ceci près que la quantité et la nature des ordures aggravent le problème. Ces décharges, telles qu'on les voit encore incommodes le voisinage par leurs odeurs pestilentielles, et par leur présence de vermines, d'insectes, elles sont des sources d'infection. Aux alentours, poussières, papiers, déchets légers, emportés par le vent, sont disséminés.

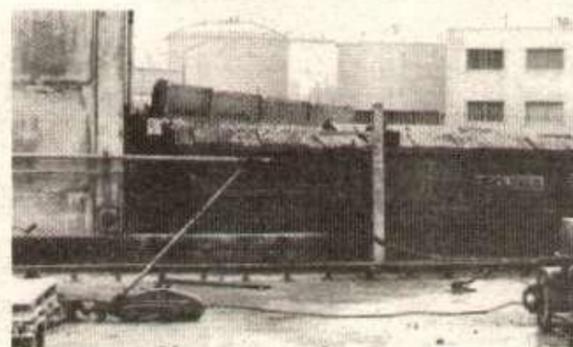
LES DÉCHARGES CONTRÔLÉES

Ces décharges brutes ont été en principe transformées en décharges contrôlées. Le déchargement se fait selon certaines règles évitant la dissémination, les mauvaises odeurs. Sur chaque couche de déchets, une couche de terre est étendue. Ces décharges sont moins nocives que les précédentes, néanmoins c'est une source de pollution. De plus en plus, les grandes villes ou les

syndicats de petites communes orientent vers des usines de traitement. Il existe deux types d'usines de traitement : les usines d'incinération qui brûlent les ordures et les usines de compostage qui accélèrent leur fermentation.

LES USINES D'INCINÉRATION

Les premières, comme celle d'Ivry qui traite 600 000 tonnes d'ordures par an, reçoivent celle-ci dans une fosse de déchargement. Les ordures sont d'abord séchées puis brûlées. A Ivry,



chaque chaudière brûle 50 tonnes de résidus à l'heure, produit la vapeur à 470°. La vapeur produite peut servir soit au chauffage, soit à la production d'électricité, comme dans une centrale thermique.

Il reste, l'incinération terminée, du machefer utilisable pour le remblai, le revêtement des routes... Le

machefer peut être déferailé, la ferraille récupérée est utilisée dans les hauts fourneaux.

LE COMPOSTAGE

Le dernier procédé de traitement des déchets urbains, le plus intéressant, est le compostage. C'est un vieux procédé qui a été industrialisé. Ce procédé nécessite un pré-triage, soit magnétique, soit balistique, qui, après broyage, permet de séparer la ferraille, le verre des autres déchets. Ceux-ci sont soumis à une fermentation aérobie accélérée par adjonction d'eau



et insufflage d'air. Au terme de la fermentation effectuée en cave, il reste un compost, vendu comme engrais. Alors qu'une fermentation naturelle demanderait trois mois, la fermentation accélérée se fait en quelques jours.

Les ferrailles sont vendues, les matières plastique, caoutchoucs, cuirs, etc. sont broyés une seconde

fois et incinérés. Ce procédé est moins coûteux que l'incinération, et nécessite des investissements moins importants.

Enfin, il existe un procédé permettant de fabriquer un combustible à partir des déchets urbains : le combor.

GASPILLAGE ET MÉPRIS POUR L'ENVIRONNEMENT

Le contenu des poubelles révèle de façon flagrante le gaspillage et le mépris de l'environnement par le système actuel. Il n'y a plus d'emballages, de bouteilles récupérables, tout est jetable : bouteilles et emballages en polychlorure de vinyle qui sont toxiques, verres non récupérés, constituent une part de plus en plus grande des ordures et sont difficilement traitables autrement que par incinération, avec des risques de pollution, les vapeurs de polychlorure de vinyle étant toxiques. Une plus grande utilisation du verre pour le conditionnement et sa récupération permettraient d'économiser des matériaux et réduiraient la quantité d'ordures.

Un système de ramassage différencié par catégorie de déchets, le triage préalable étant fait par les habitants des villes, permettrait un recyclage des ordures qu'interdit en partie le système actuel où toutes les catégories de déchets sont mélangées.

DANS NOTRE COURRIER

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Vendredi 12 mai 1871



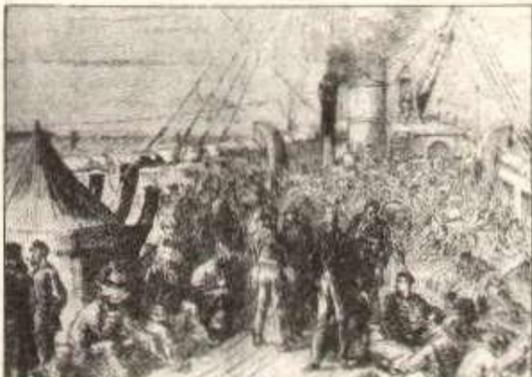
Le peuple de Paris se prépare à défendre sa ville. Le jeune maçon, Martial Senisse note dans son journal à propos de sa compagne : «Elise passe maintenant ses journées dans le bâtiment du corps législatif. Là, mille cinq cents femmes cousent des sacs de terre pour la commission des barricades... Elle est payée huit centimes par sac, et c'est beaucoup car dans Paris les entrepreneurs privés ne donnent que deux centimes.

Elle dit qu'elle ne s'ennuie pas. Toute la journée les femmes chantent et racontent des histoires».



Tous les pouvoirs répressifs contre la Commune.

Si les municipalités de province restent aux mains du pouvoir versaillais, souvent, individuellement se fait un soutien actif à la Commune. Comme le laisse filtrer cette réponse de la Préfecture de police de Versailles au préfet de l'Oise : «Reçu dépêche du 10 mai concernant provinciaux se rendant à Paris pour donner appui à l'insurrection. La surveillance de la gare de Creil se fait rigoureusement, mais elle est nulle en ville et sur les routes. La gendarmerie ne paraissant pas comprendre l'importance de son service en ce moment, prière de donner des ordres pour que les routes de terre soient surveillées d'une façon sérieuse».



Par milliers les camarades étrangers payèrent de la déportation (ou de leur vie) leur soutien à la Commune.

C'est aussi grâce à un rapport de police que nous apprenons le soutien des révolutionnaires étrangers : «Depuis 48 heures, je remarque une recrudescence dans la quantité des étrangers qui se dirigent sur Paris. Le plus grand nombre de ces étrangers sont des Belges...»

Livre conseillé : Louise Michel : La Commune (Stock)

Pour améliorer le Quotidien du Peuple

Camarades,

Je vous envoie quelques critiques, remarques et suggestions pour améliorer le Quotidien.

Je suis étonné de ne pas avoir trouvé au moins une page sur le Cambodge à l'occasion du 2^e anniversaire de la libération du pays. Comment cela se fait-il ?

(...) Je pense que la lutte menée par le peuple khmer tant pour sa libération que pour l'édification d'un pays libre, indépendant, démocratique est un exemple pour tous les peuples (...)

Les positions du PCR sont quelques fois trop diluées. On doit les lire en filigrane. J'ai remarqué cela au moment où Chirac a créé le RPR. Je discutais régulièrement avec un ouvrier de ma boîte qui pensait que tout cela était du cinéma pour illusionner le peuple. Non pas qu'il soit influencé par les révisionnistes mais simplement parce qu'habitué à une domination apparemment sans faille depuis 1958, il n'arrivait pas à imaginer qu'elle puisse «tout d'un coup» se trouver divisée.

Eh bien, je n'ai pas trouvé dans le Quotidien un article clair et concis qui aurait pris le taureau par les cornes et aurait démonté une à une

toutes les objections qui pouvaient être faites à notre position (...)

Dans le même ordre d'idées, voici une autre critique : je trouve que les positions prises par le Quotidien sont souvent mal étayées : on se contente d'exposer une position sans montrer ce qui permet de prendre précisément cette position. Par exemple, il a fallu attendre bien longtemps avant de savoir quels éléments permettent de dire que les événements du Zaïre ne sont en rien un mouvement de masse, constituent une lutte de libération nationale, mais bel et bien une invasion profitant au social-impérialisme (...)

Je pense d'autre part qu'on n'accorde pas assez d'attention à la critique des positions ou des idées fausses. Il serait facile et utile, au sujet du Zaïre, de montrer l'inconsistance des bases «théoriques» et les contradictions du raisonnement de ceux qui, se prétendant révolutionnaires, approuvent l'agression du Shaba. N'oublions pas que les idées justes se renforcent en combattant les idées fausses (...)

J. F. M. Besançon

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....

Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN

636.73.76.



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

10 millions pour le développement du Quotidien du Peuple

FRONT ROUGE N° 15 SOMMAIRE

Editorial.....	p. 3
Mouvement de rectification : Quelques éléments de bilan.....	p. 5
Manifestation et Rassemblement Communiste : Plein succès de la journée du 3 avril.....	p. 11
La Commune : Le prolétariat au pouvoir.....	p. 14
Renault-Billancourt : A l'heure de la défense des nationalisations.....	p. 20
Avant le Congrès du PS : Le rôle du CERES.....	p. 24
Histoire du mouvement ouvrier : Aux origines du 1 ^{er} Mai.....	p. 27
Les «Ballets de Changhaï» : Un exemple d'art révolutionnaire.....	p. 30
Les multinationales : Impérialisme et firmes multinationales.....	p. 31
D'Helsinki à Belgrade : Deux ans de rivalité accrue.....	p. 35
Inde : Un tournant historique.....	p. 41

Passez vos commandes à
BP 68 75019 PARIS 6 F

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

MANIFESTE POUR LE SOCIALISME PRIX 8 F

Elise

OU

la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Danoël

8^e épisode

Après les serments : « jamais je ne dirai oui », après les larmes, les scènes, les menaces, la grand-mère avait cédé. Lasse des discussions violentes, de la mine sinistre de Lucien, prévoyant qu'elle ne le convaincrat pas, craignant qu'il ne fit quelque sottise, elle avait préféré, par lassitude, lui dire un soir, en lui versant la soupe :

— Fais, comme tu voudras, marie-toi, reste, va-t'en, je t'accorde toutes les permissions.

Elle s'était assise, soulagée, et avait parlé d'autre chose.

Quand Lucien nous entretint de démarches, de papiers, — d'un air las et triste — elle l'écouta calmement. Mais seule avec moi, elle pleura souvent. Avec une grande bonne volonté, elle descendit nos escaliers et monta les deux étages au fond de la cour. Là il fut convenu que Marie-Louise continuerait à travailler et qu'ils habiteraient chez nous. Ainsi nous nous trouvâmes devant le fait accompli. La date était choisie, et la grand-mère n'eut que le temps de nettoyer sa robe noire. La veille, elle avait fait friser ses cheveux. Elle fut certainement la plus remarquable de ce maigre cortège; l'œil brillant, sans autre fard que sa surexcitation contenue, toute en noir, robe, souliers, chapeau, un camée attaché bas sur la poitrine. Quelque chose de fugace, d'impalpable comme un parfum, ce qu'on appelle un air, la faisait ressortir sur nous autres. Elle parla peu, mangea et but avec réserve, elle si gloutonne chez nous. Nous étions sept à la courte bénédiction qui suivit le mariage civil. Le sacristain n'avait allumé qu'une lampe. L'abbé l'appela au milieu des prières pour lui demander d'éclairer.

Les parents de Marie-Louise partaient le soir même aux vendanges. Lucien et sa femme s'installèrent dans leur logement vide pour quelques jours. Le soir même, je dormis dans la chambre de mon frère avec le sentiment d'êtreindre quelque chose qui allait définitivement m'échapper. J'avais oublié, depuis des années, que les bruits, les odeurs mêmes, n'y ressemblaient pas à ceux de la rue. Jusqu'au milieu de la nuit, les garçons s'appelaient à grands coups de sifflets, leurs pieds ferrés claquaient sur le ciment des marches, les gens se parlaient de fenêtre à fenêtre et les fritures grésillantes des locataires qui mangeaient tard réveillaient l'appétit.

Ils formaient un couple bizarre. Elle se levait tôt, partait avant sept heures pour la biscuiterie, où, jusqu'au soir, elle restait debout devant sa machine. Quand elle revenait, Lucien était parti. Elle l'attendait dans leur chambre en lisant des magazines. Quelquefois, à peine rentrée, elle se recoiffait, se repoudrait et partait à sa rencontre vers la place de la Victoire.

Lucien nous ignorait tout à fait. Je m'aperçus la première qu'il y aurait un enfant. Je le dis à la grand-mère.

— Tu penses que je m'en doutais... Avec ce garçon, je me verrai tout. Il faut dire que la petite lui était derrière. Maintenant c'est fait ; à lui de se débrouiller pour gagner leur vie.

— Est-ce que tu aimes Marie-Louise ?

— Elle n'est pas désagréable, je l'aurais crue pire.

Bien entendu, je ne l'aimais pas. J'allais jusqu'à me réjouir de la voir déformée et lourde.

(à suivre)

Protection de la grossesse

les droits que les femmes travailleuses ont gagnés

La grossesse n'est pas une maladie et ne doit pas entraîner de grands changements dans les activités d'une femme, ceci en règle générale.

Il est des travaux pénibles, des conditions de vie difficiles (plusieurs enfants en bas âge, nombreux escaliers à monter...) qui rendent la femme enceinte plus exposée à des accidents, en début de grossesse (l'avortement), ou en fin de grossesse (l'accouchement prématuré).

D'autres travaux sont dangereux pour le bébé, par exemple le travail en usine exposé aux vapeurs de solvants benzéniques, de toluène, le travail exposé aux rayonnements X comme dans la métallurgie pour mesurer la densité des pièces, contrôler les mesures, ou encore dans les hôpitaux ou centres d'énergie nucléaire.

La loi prévoit que les femmes enceintes doivent être retirées, le temps de leur grossesse, de tels postes. Dans les faits, le plus souvent, l'intéressée n'est même pas prévenue du danger et continue de travailler.

Que faire dans un tel cas (manipulation de produits toxiques, exposition même sporadique aux rayonnements) ? Dès que la déclaration de grossesse est faite, munie d'un duplicata, il faut exiger une visite du médecin du travail qui doit signer un papier « d'inaptitude temporaire au poste dangereux », le temps de la grossesse.

Le changement de poste pendant la grossesse doit se faire sans changement de salaire.

Dans les cas de travaux pénibles, port de charges lourdes, cadences élevées, tension nerveuse permanente, la loi est moins explicite et laisse le médecin du travail de l'entreprise libre de demander ou d'exiger un changement de poste.

Quand on sait que la majorité des médecins du travail, payés par les patrons, ne veulent pas avoir d'ennuis avec eux, on se doute que ces dispositions d'aménagement de poste leur viennent rarement d'emblée à l'esprit !

Quand il y a un médecin du travail dans l'entreprise !

Par exemple, aux PTT, peu de femmes facteurs passent annuellement une visite de médecine préventive et la plupart n'obtiennent pas de dérogation, malgré une grossesse, pour éviter de porter tous les matins le sac de lettres pesant aux environs de 25 kilos !

Comment obtenir un poste plus doux ?

Dès qu'on est sûre d'être enceinte, il faut exiger de voir le médecin du travail et exiger de lui un certificat pour changer de poste ; en s'appuyant sur la loi votée en juillet 75 et dont les décrets d'application viennent de sortir. « En cas de travail pénible, un poste plus adapté sera envisagé en accord avec le médecin du travail ».

Si cette démarche est insuffisante, il faudra revenir une autre fois, non plus seule, mais accompagnée d'une délégation de travailleurs de l'entreprise.

Comme pour la reconnais-

sance des maladies professionnelles, l'obtention des droits des femmes enceintes passe par la lutte.

Les aménagements d'horaires pendant la grossesse :

Le congé de maternité (payé à 90% du salaire) est le même pour toutes les femmes enceintes : 6 semaines avant la date présumée de l'accouchement, 8 semaines après.

Une nouvelle loi autorise les femmes « dont la grossesse est pathologique », c'est-à-dire difficile, à prendre deux semaines supplémentaires à partir de la visite du 6^e mois. Ces deux semaines sont payées en « congé prénatal » et non en « congé maladie », ce qui évite de perdre des droits sur l'avancement, les primes de fin d'année.

Selon les conventions collectives signées entre les patrons et les syndicats, les femmes enceintes ont droit à des réductions d'horaires à partir du 3^e mois de grossesse (à partir de la première visite prénatale).

Ces réductions ou aménagements sont variables selon les conventions :

● Les ouvrières de la Chimie (qui ont au moins un an de présence dans l'usine) ont droit à une demi-heure par jour, répartie en deux pauses d'un quart d'heure, matin et soir, payée comme une demi-heure de travail. Ceci à partir du 3^e mois.

● Les ouvrières de la Métallurgie ont les mêmes droits, deux fois un quart d'heure par jour ou trente minutes bloquées matin ou soir et ont l'autorisation de sortir cinq minutes avant leurs camarades...

● Le temps perdu pour se rendre aux consultations prénatales obligatoires est aussi pris sur le temps de travail.

Ces mesures n'existent pas pour les petites entreprises où les patrons « peuvent accorder des aménagements d'horaires »...

Dans la Fonction Publique, la réduction d'horaire pour les femmes qui travaillent à temps plein, est de une heure par jour à partir du 3^e mois de grossesse. Et chez les femmes employées aux PTT, elle est de une demi-heure par jour à partir du 6^e mois.

Docteur QdP

Au sujet du dernier bloc-notes « Début de grossesse », une lectrice nous a signalé que le test de rubéole est maintenant remboursé.

Renseignements pris, effectivement les deux tests de dépistage de rubéole et de toxoplasmose sont remboursés par la Sécurité Sociale. Deux conditions limitent ce remboursement :

● seules les femmes enceintes sont remboursées, ● il faut avant de pratiquer l'examen, envoyer à la caisse une demande d'entente préalable (comme pour un acte très spécialisé !). Et le médecin conseil de la caisse donne son avis...

Cette mesure est à mettre à l'actif des revendications et des luttes des femmes pour l'avortement, la contraception, la protection de la grossesse, libres et gratuits.

Programme télé

JEUDI 12 MAI

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Bonsoir chef. Feuilleton
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Les formations politiques. L'opposition
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Raymond Barre - François Mitterrand
21 h 45 - La ligne de démarcation. Série
22 h 35 - Titre courant
22 h 45 - TF 1 actualités

A 2

18 h 35 - Tchou-tchin, petit moineau
18 h 45 - Flash information

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 35 - L'enlèvement. Opéra

FR 3

18 h 45 - L'oiseau blanc. Nungesser et Coli
19 h 05 - Terroir 22
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre. L'église réformée de France
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Les derniers jours de Mussolini. Film italien (reconstitution historique) de Carlo Lizzani (1976)
22 h 30 - Un journal, un événement

ce temps qu'on nous vole

ARDÈCHE

Par Nathalie DULLIN

LE PREMIER DÉPARTEMENT DE FRANCE OÙ NE CIRCULE PLUS UN SEUL TRAIN DE VOYAGEURS

C'est en juillet 1973 que circulait le dernier train de voyageurs en Ardèche. La SNCF a fermé toutes ses lignes aux voyageurs, en particulier celle de la rive droite du Rhône, qui allait de Givors (au sud de Lyon) à Nîmes. Cette ligne est maintenant réservée au transport de marchandises. A partir de la Voulte, et du Teil, le train s'enfonçait dans le cœur de l'Ardèche, vers Privas, Ruoms, Joyeuse, Aubenas, Vals-les-Bains... L'Ardèche, outre les

lignes SNCF était également sillonnée par des lignes de chemin de fer privées : le chemin de fer du Vivarais, dans la vallée du Doubs, rejoignait Tournon à Lamastre, puis au Cheylard ; les Chemins de Fer Départementaux (CFD) pénétraient les gorges de l'Eyrieux, de la Voulte au Cheylard, jusqu'à St Agrève, et allait jusqu'en Haute Loire. De ces lignes privées, il ne reste rien : un train de voyageurs continue à faire épisodiquement des voyages de

Tournon à Lamastre... pour les touristes. Quant au CFD, il ne reste plus un seul rail sur la voie, au mieux est-il possible de trouver ça et là la trace d'une traverse.

Nous avons rencontré des petits agriculteurs ardéchois des Gorges de l'Eyrieux qui nous ont expliqué ce que signifiait pour eux la disparition de ce réseau ferré.

Le CFD, que les gens du pays appellent encore avec attachement, «le petit train», longeait, entre Saint-Laurent du Pape et les Ollières, la rive droite de l'Eyrieux. Il était utilisé pour le transport des voyageurs, et le transport de marchandises. Les marchandises,

c'était surtout la production des petits agriculteurs de la région : des fruits, pêches, et cerises principalement que le train passait prendre juste au pied des terres des paysans. Cela fait maintenant plus de sept ans que le petit train ne passe plus.

saient le matin, et deux le soir, plus les trains de marchandises. Dans ces régions au relief montagneux, ce petit train était irremplaçable, même s'il n'était pas toujours plein. Mais pour le CFD, le seul critère jugé valable était celui de la rentabilité : «C'est vrai», explique Gérard, «que les dernières années, le petit train était moins utilisé. Il y a eu le développement de la voiture, et à une époque, les gens disaient que la voiture c'était mieux. Mais maintenant, on se rend compte qu'avec 50 F d'essence, on ne fait pas beaucoup de kilomètres, et puis il y a des risques.

Le train, ce serait plus économique. Et tout le monde ne peut pas se servir de la voiture : les gens qui ne conduisent pas, les personnes âgées, ou dans les familles nombreuses».

Le petit train arrangeait bien : «La semaine, les gens le prenaient pour faire des courses, pour aller chez le médecin, le dimanche, pour sortir, et le vendredi, c'était jour de marché à la Voulte, il était plein, il n'y avait pas assez de place pour s'asseoir. Et quand il y avait la vogue à la Voulte, il y avait une Micheline spéciale, qui nous ramenait le soir vers minuit».

tin, explique Louis qui n'a pas de voiture, pour monter sur le Cheylard et il vous attendre 10 h 30. Pour aller à la Voulte, il faut prendre deux cars : un qui dessert Aubenas, jusqu'à Beauchastel, puis

un car qui va à la Voulte. Mais il y a une demi-heure d'attente à Beauchastel. Si bien qu'il faut plus de trois-quarts d'heure pour aller à la Voulte alors que c'est à 14 km».

«TOUT CE TRAVAIL ABANDONNÉ !»



A Ollières, un pont de la voie de chemin de fer détruit pour laisser passer les gros poids lourds

Tous, des plus jeunes, comme Paul, Gérard ou Louis, aux plus vieux, leurs parents, ont la nostalgie du petit train. Et pour tous, elle s'exprime de la même façon. Le CFD inspirait une véritable admiration. Le père de Louis nous l'explique : «Le train, il a été fait en 1890. Tout a été construit à la main. Mes parents y ont participé, il y a eu des travaux d'art pour faire cette ligne ! En plus du tracé de la voie, ils ont construit des viaducs,

des tunnels, des escaliers avec de belles pierres». «Et des pierres à six faces, il faut voir le boulot, c'est autre chose que ce qu'ils font maintenant avec le béton, qui se fissure au moindre avion, ou quand il y a de la neige. Ce travail-là c'était du solide», ajoute Gérard.

Cela fait mal au cœur à tous ces travailleurs de voir le résultat d'un tel travail, et de qualité, abandonné.

«LA VALLÉE ÉTAIT PLUS VIVANTE AVEC LE PETIT TRAIN»



La voie abandonnée

Ce petit train était un facteur de vie dans la région, au point de vue économique, et au point de vue social. Il permettait de rompre l'isolement

dans ces régions très enclavées. Il était un lien régulier entre les villages, qui passait quel que soit le temps, malgré la neige. Deux Michelines pas-

QUI ÇA ARRANGE ?



La gare de St Fortunat transformé en camping...

Maintenant, le petit train a disparu. On dit que le matériel a été vendu en Corse, où il y a le même genre de lignes, et les rails ont été arrachés des voies pour être vendus à la fonderie. Seules quelques traverses de bois ont été oubliées par le CFD. Le terrain lui a été vendu aux communes. Le tracé de la voie existe encore. De tous petits tronçons ont été goudronnés, et peuvent être utilisés par quelques riverains. Pour le reste, des arbustes commencent à pousser.

La gare de Saint-Fortunat a été transformée en camping, celle de Saint-Vincent de Durfort sert de dépôt à bois, et celle des Ollières est le plus souvent fermée, elle sert de temps en temps aux répétitions de «la musique». La route, de l'autre côté de la rivière, est en train d'être élargie, car la circulation des

poids lourds a considérablement augmenté depuis que le chemin de fer n'assure plus le transport des marchandises. Et les camions, ça ne vaut pas le train, nous explique Paul : «Dans les camions, le soleil, les coups de frein, les arrêts, ça n'arrange pas les fruits. Par le train, ça arrivait bien plus régulièrement. On était sûr qu'il n'y aurait pas de retard. Mais les gros transporteurs, c'est une mafia. De plus, à l'époque du petit train, avec la concurrence, ils faisaient moins cher. Maintenant qu'ils sont tout seul, on ne peut plus discuter les prix. Sûr qu'eux, ça les a arrangés, la suppression du CFD».

Depuis que le train n'existe plus, des services de car ont été mis en place. «Le car, de moins en moins de gens le prennent. Le service n'est pas très bien orga-

LA «PETITE HOLLANDE»

Depuis des années, et la suppression du train n'en est qu'un élément, la vie déserte l'Ardèche. Les exemples donnés par les paysans sont multiples : «Après-guerre, la population était plus du double d'aujourd'hui. Petit à petit, les jeunes sont partis. A St Fortunat, il n'y a plus que quatre jeunes (entre 18 et 35 ans) qui sont agriculteurs ou fils d'agriculteurs. C'est une politique qui les a fait partir. Un petit paysan, il ne peut plus faire vivre une famille. Du temps de mon père, avec 150 ou 200 pêcheurs, on arrivait à vivre. Mais aujourd'hui, on vend les pêches moins chères : 1,80 F il y a 15 ans, 1 F cette année. Et la vie, elle a augmenté de combien ?»

«Je suis certain que s'ils avaient encouragé l'agriculture, le CFD, il y serait encore. Mais au rythme où ça va, dans dix ans, l'Ardèche, c'est fini. On l'appelle déjà la «petite Hollande», parce que des Hollandais s'installent partout. Et eux, ils ont leur voiture, ils n'ont pas besoin du petit train !»

La colère est grande devant cette terre qui se dépeuple.

«Il faudrait remettre des petites industries dans les villages. Il y en avait avant que le capital n'ait tout centralisé.

«S'il y avait du travail, il y en a qui reviendraient, parce qu'il y en a qui s'ennuient en ville ! Et il y en aurait des choses à faire ! La France, elle peut se suffire en fruits et légumes. Pas besoin d'en faire venir de l'étranger, il y a des tas de terre encore incultes, dans le Sud-Ouest par exemple. Et aujourd'hui, il ne se mange pas du bon fruit, et il est cher pour le travailleur dans les villes, parce que ce qui compte, c'est de faire le plus vite possible, c'est plus rentable. Alors qu'on pourrait faire autrement, des fruits en quantité, bons et pas chers à la consommation.»

Mais ces perspectives, les petits agriculteurs ne les envisagent pas dans le cadre de cette société de profit, puisqu'au contraire, la situation ne fait qu'empirer. Ce qui est clair, c'est que ce sera possible dans une société radicalement nouvelle, où ce sera à eux de décider de leur sort.

Voiture collective

A la campagne, le problème des voitures ne se pose pas comme dans les villes, parce que les habitations y sont beaucoup plus dispersées. Il y est difficilement concevable de se passer de voiture. Gérard, à partir de sa situation, nous a expliqué que ce moyen de transport individuel peut aussi être utilisé de façon collective. Le seul travail de la terre ne suffisait plus à faire vivre sa famille, il va depuis sept ans travailler dans une usine à Voulte. Le train n'était pas une solution, à cause des horaires des feux continus et de l'inadaptation des horaires des trains. Ils se sont mis à quatre, tous de la même équipe. Ils se retrouvent tous au même endroit, et utilisent, chacun leur tour, leur voiture pour aller à l'usine.